

صكنا من الاصل

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 108 m.; Allemagne, 1 DM; Belgique, 2 sch.; Espagne, 10 pt.; France, 10 fr.; Italie, 200 li.; Japon, 120 ¥; Portugal, 10 esc.; Royaume-Uni, 10 p.; Suisse, 100 fr.; U.S.A., 65 cts; Yugoslavia, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 11
5, RUE DES ITALIENS
75222 PARIS - CEDEX 06
C.C.P. 4397-23 PARIS
Téléx Paris : 65572
Tél : 770-91-29

Après sa rencontre avec M. Brejnev

M. FORD ESPERE SIGNER CETTE ANNEE UN ACCORD SUR LES ARMEMENTS STRATEGIQUES

LIRE PAGE 20

LE COUP D'ETAT DE MORONI

M. Ali Solih veut rétablir des relations normales entre Comoriens et Français

L'infidèle

La France a-t-elle encouragé, voire favorisé, à Moroni, le renversement de celui qui fut depuis si longtemps son protégé ? A tort ou à raison, la question ne manquera pas d'être posée en Afrique et dans tout l'Océan Indien après le singulier « coup d'Etat » qui a renvoyé à ses activités commerciales M. Ahmed Abdallah, fait-il président du nouvel Etat comorien.

Ni le sursaut d'indépendance du « président » ni ses proclamations anticolonialistes tardivement adressées à l'OTAN n'ont donc suffi à restaurer dans l'archipel — et pas seulement à Mayotte — l'autorité depuis longtemps contestée de celui à qui l'on reproche beaucoup d'être l'« homme de Paris ».

Le prince Said Ibrahim répondra à « tout appel »

Le calme règne aux Comores après le coup d'Etat qui a renversé, dimanche 3 août, le président Ahmed Abdallah. Moroni est contrôlée par des militaires du Front uni d'opposition. Le porte-parole du mouvement, M. Ali Solih, a annoncé à la radio que le premier objectif de ses amis était de mettre en place une nouvelle Assemblée nationale qui serait chargée d'élaborer une Constitution. Les auteurs du coup d'Etat entendent rétablir des relations normales entre Comoriens et Français. Ils sont prêts à rencontrer les dirigeants du Mouvement mahorais afin de discuter avec eux des moyens de sauvegarder l'unité de l'archipel.

Le problème de Mayotte, devenu fort embarrassant pour Paris, se trouvait aggravé depuis la semaine dernière, après l'expulsion des fonctionnaires comoriens par les militants du Mouvement mahorais. Il tenait plus à la personnalité de M. Abdallah qu'au patriotisme francophile de la population de l'île, dont on a tant fait cas au Palais-Bourbon. En fait, les amis de M. Marcel Henry, ils l'ont répété souvent, exigeaient surtout, en acceptant l'indépendance de l'archipel, d'être livrés derechef à l'autoritarisme et à l'empirisme d'un président-commerçant-proprétaire dont on avait pu mesurer, à plusieurs reprises, le peu de cas qu'il faisait de la démocratie.

D'un autre côté, lui les Mahorais cessent sans doute d'accepter un compromis « fédéral » en faveur de la « République » capable de préserver tout à la fois le particularisme de Mayotte et l'unité de l'archipel. Mais, face aux emportements imprévisibles et à l'arbitraire de M. Abdallah, il leur était difficile de jouer, comme Paris ne cessa de le leur recommander, la carte de la confiance.

Ainsi, pour avoir soutenu trop aveuglément, en vertu de son loyalisme « indéfectible », un homme sans véritable assise locale, la France se trouve-elle engagée dans une aventure un peu romanesque et coûteuse sur le plan de la politique internationale.

Erreur de calcul ? Manigance classique de la politique française en Afrique ? L'indépendance des Comores, qui ne devait poser aucun problème particulier, se trouvait ainsi fâcheusement hypothéquée par la personnalité d'un président qui devenait gênant dès lors qu'il cessait d'être docile. Certes, toute simplification demeure difficile et un peu discutable dans un territoire où la politique locale est traditionnellement assez embrouillée, pour avoir justifié, au sujet des Comores, l'expression d'un archipel aux sultans batailleurs. D'autres coups de théâtre peuvent fort bien succéder à ce « coup d'Etat », tant il est vrai qu'une fraction importante de l'opposition est moins soucieuse qu'on ne le croit de coopération franco-comorienne. Il demeure que le renversement de M. Abdallah, ministre, « a posteriori », les erreurs qu'il peut commettre la France dans le choix de ses « protégés », en même temps qu'il « décrie » opportunément une situation qui, à Mayotte, paraissait sans issue raisonnable.

Mais le départ de M. Abdallah prend aussi valeur de symbole et d'avertissement. On n'a pas manqué en Afrique de faire écho à un rapprochement entre son destin politique abrégé et celui de l'ancien président tchadien Tombalbaye. On ne manquera pas, de tourner ses regards vers Djibouti et le territoire français des Afars et des Issas. Là-bas aussi régno de plus en plus difficilement un président « pro-français », M. Ali Arif Bourhan.

Évoquant les mises en garde étrangères

Le président Costa Gomes tente de sauver l'unité des forces armées portugaises

M. Ford regrette que les États-Unis ne puissent agir

La confusion grandit à Lisbonne, où le cinquième gouvernement provisoire laborieusement constitué la semaine dernière par le général Vasco Gonçalves, premier ministre, n'a pas obtenu, semble-t-il, l'agrément des deux autres membres du triumvirat, les généraux de Carvalho et Costa Gomes. Les dirigeants portugais attendent, ce lundi 4 août, une « restructuration complète de l'exécutif ».

Le général do Carvalho, commandant du Copcon, doit faire face à l'indiscipline croissante de certaines unités militaires, et il aurait refusé d'entrer comme vice-premier ministre dans une équipe dirigée par lui paraissant manquer de confiance. Selon certaines informations, des unités de commandos basées dans le Nord auraient adressé un ultimatum au général Costa Gomes, lui demandant de former un gouvernement de salut national et d'écartier le général Vasco Gonçalves.

La position du général Costa Gomes, chef de l'Etat, semble de toute manière singulièrement renforcée par les mises en garde qu'il a recueillies de personnalités étrangères à Helsinki. M. Wilson, premier ministre britannique, a été particulièrement catégorique. Dans une interview à « U.S. News and World Report », le président Ford a déclaré de son côté qu'il était « tragique » que les États-Unis ne puissent agir en Portugal. A Stockholm, les dirigeants de l'Internationale socialiste ont formé un comité d'aide à la social-démocratie en Portugal.

De leur côté, les pays de l'Etat ont conseillé la prudence et la modération au président portugais, qui semble soucieux de sauver l'unité compromise des forces armées.

De graves incidents ont éclaté dimanche soir à Fátima, dans le nord du Portugal. L'armée a tiré sur une foule de manifestants qui assiégeaient un local du parti communiste évacué la veille. Il y aurait un mort et un blessé grave.

premier ministre. C'est ce qu'indiquent de façon voilée les premiers mots du communiqué : l'exécutif tout entier est à l'état d'attente. L'apparence déçue, l'évidence s'impose : le Portugal n'est pas devant une crise ministérielle, il est à l'heure des choix.

Dimanche, les trois généraux du triumvirat se sont réunis avec quelques membres du Conseil de la révolution dans une salle du fort Sao-Juliao-de-Barra. Plaqués sur un bout de rocher, face à l'ombrochère du Tage, ses regards se portaient autrefois de refuge au docteur Salazar. A deux pas, la plage de Carcavelos est noire de monde. Comme chaque dimanche, les habitants de la capitale ont transhumé vers la corniche. De l'autre côté de la rade, une dizaine de drapeaux flottent au vent le long d'une longue bâtisse blanche, siège du commandement ibéro-atlantique de l'OTAN.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.
(Lire la suite page 6.)

BENOIT FRACHON EST MORT

M. Benoit Frachon, qui dirigea, durant des années, la C.G.T., est mort ce lundi 4 août à midi, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

M. Benoit Frachon avait fait sa dernière apparition publique, en juin dernier, lors du congrès de la centrale ouvrière. A cette occasion, le leader de la C.G.T. avait quitté les instances dirigeantes de la confédération et avait été élu président d'honneur. M. Frachon était membre du bureau politique du parti communiste.

Dans un télégramme adressé à M. Georges Sarag, le ministre du travail, M. Durafour, écrit notamment : « Conscient du rôle éminent tenu par Benoit Frachon dans le développement de la C.G.T., de l'estime et de l'affection que lui portaient les militants de votre organisation, je m'incline devant cette grande figure du syndicalisme dont la vie s'identifie à celle de votre confédération. »

Le « véritable organisateur de la C.G.T. »

La longue vie de Benoit Frachon est une illustration de l'une des vingt et une conditions de l'adhésion à la III^e Internationale en 1923, l'une de celles qui ont donné lieu à tant de controverses et de difficultés et de conflits, le neuvième : « Des noyaux communistes doivent être formés dans le travail opiniâtre et constant conquis les syndicats ou communistes ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti.

Tout à son responsable syndical et dirigeant politique, ou les deux à la fois, Benoit Frachon n'a cessé de servir fidèlement et conjointement dans les bons comme dans les mauvais jours le parti communiste et la C.G.T. Jema sous son règne la tactique de la centrale syndicale ne s'est écartée de la stratégie du communisme international.

Fils de mineur, Benoit Frachon est né le 13 mai 1893 en plein centre minier et métallurgique de Chambon-Feugerolles, près de Saint-Etienne (Loire). A treize ans, il est « métallo », à seize ans, il adhère au syndicat en même temps qu'à un groupe libertaire, et à dix-sept il participe activement à sa première grève. Mobilisé en 1914, il est affecté en novembre à une usine d'armement de Guirigny (Nièvre). Elle détérioré suppléant de son atelier à la fin de 1917. Il est relevé de son poste et envoyé aux armées en janvier 1918.

J. F.
(Lire la suite page 18.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

du mois d'août EST PARU

UN BILAN POUR ANTIBES

Le jazz réfléchit

Un soleil qui n'est pas de chance à Antibes, c'est celui de Gianangeli, en métal argenté avec seize cheveux et seize bigoudes et qui, sous le lumière des projecteurs, miroite et éveugle les caméras. L'an passé, Avery, en débrouillant square Gould, sur la réaction prompt : « C'est toi ou c'est moi ». On passa un moment à peindre l'astre en jaune. On opta pour sa moutonnerie sous bandelettes finalement. Cette année, le télévision est revenue, mais Gianangeli vieillit sur son enfant fané d'un huisserie et la face du soleil disparu sans dommage derrière un simple rideau de tulle. Il est resté cinq jours en stépe pendant ce second conflit des beaux-arts, cinq jours jusqu'au départ des cars de tête qui auraient bien dû rester aussi pour la belle musique, moins connue, de Joachim Kühn par exemple, ou pour le ballet coloré,

emplumé, des « Wild Magnolles », Gillespie, le 23 juillet, foudroyant, jouant et chantant d'abondance contrairement à ce qu'il fit à Montreux (Kush, Chege de Saudea, Cop-Pop-Ada, Woody'n'You), ne met en effet un terme brillant qu'à la première partie d'un festival qui a boudé le gospel song et où Marion Williams n'a dit son succès, le veille vers minuit, qu'à une opération « portes ouvertes ». Ce n'est pas très dommage pour le Pasteur Robinson qui charlie en famille, meurt entouré par ses deux fils, mais c'est fort regrettable pour Howard Roberts qui donne, en trio, une version vive, haléante, murmurée et tout à fait nouvelle de *Did't I rain*, ce qui ne court pas les rues ni les allées des temples.

LUCIEN MALSON.
(Lire la suite page 12.)

A son retour d'Haïti

LE GENERAL COSTA GOMES REAFFIRME SON ATTACHEMENT A UN « SOCIALISME PLURALISTE »

Lisbonne, 4 août. — Le général Costa Gomes, chef de l'Etat portugais, a déclaré à son retour d'Haïti, qu'il était attaché à un « socialisme pluraliste ».

A TONG

LA CHINE ET L'U.R.S.S. SE SENT D'EXAMINER GLOBalement LES CANDIDATURES POUR LA CORÉE DU SUD ET LES DEUX VIETNAMS

La Chine et l'U.R.S.S. se sentent d'examiner globalement les candidatures pour la Corée du Sud et les deux Vietnams.

Les maladrasses de Lisbonne favorisent les tendances séparatistes des Açores

(Lire en page 5 l'article de notre envoyé spécial Alain-Marie Carron.)

Les écueils de la révolution

par ANDRÉ FONTAINE

Comme toutes les révolutions, celle que traverse actuellement le Portugal s'accompagne d'un déluge de références historiques. Les hommes de 1789 se seraient crus, pour un peu, dans la Rome antique. Ceux de 1917 se présenteraient pour des Jacobins devant une étable et Trotsky un viennois et s'accuser mutuellement de bonapartisme. Aujourd'hui, à lire les philippiques dont les événements de Lisbonne sont l'occasion ou le prétexte on n'a que l'impression de choisir « Otelio-Fidel », crient les administrateurs du déconcentrant général de Carvalho à son retour de Cuba. M. Soares est, pour les uns, un Kerenky pour les autres un Ramadier, ou même un Nostke. Il existe, bien entendu, une réconciliation de Lénine en la personne de M. Cunha, qui a d'ailleurs plutôt le visage de Robespierre. Mais on nous dit aussi que c'est un stalinien. Quant au général Spínola, hier qualifié de Gaulle portugais, on hésite encore : Négub ou Pinochet ? Mais cette révolution, où l'on parle tant et où l'on avance si peu, ne se passe-t-elle pas aussi irrésolument penser à mai 1968 ? Aussi bien Daniel Cohn-Bendit se trouve-t-il ces jours-ci à Lisbonne.

On pourrait continuer longtemps. Si comparaison n'est pas raison, si l'histoire ne se répète jamais vraiment, l'esprit humain juge et les passions se forment en fonction d'un certain degré de connaissances. Chacun est

Correspondance

Moroni. — Les dimanches se suivent mais ne se ressemblent pas pour le président Ahmed Abdallah. Le 6 juillet, il proclamait unilatéralement l'indépendance. Le 3 août, moins d'un mois plus tard, le premier président de l'Etat indépendant des Comores était chassé par un coup d'Etat. Il était 14 heures. Moroni s'abandonnait à la quintessence de la stépe. Soudain, des explosions et des coups de feu déchiraient le silence. Le rumeur selon laquelle le gouvernement de M. Ahmed Abdallah venait d'être renversé devait être confirmée rapidement par M. Ali Solih, qui annonçait le résultat de sa tentative sur les antennes de FR 3-Moroni.

Tout s'est passé rapidement. Une vingtaine d'hommes ont pris d'assaut par surprise la caserne de la garde comorienne située en plein centre de la capitale. Le combat a été de courte durée. L'issue de surprise a été tel que les hommes de l'opposition ont jeté leurs armes et ont pris la fuite. Il ne restait plus aux auteurs du coup d'Etat, des militants du Front national uni (F.N.U.), qui regroupent plusieurs partis de l'opposition, qu'à récupérer armes et tentes militaires. Deux heures après le déclenchement des opérations, de nombreux jeunes gens en uniforme s'alignaient, armés jusqu'aux dents, les rues de la capitale et contrôlaient toutes les issues de la ville. Les tentes n'ayant pas changé, rien ne permettait aux passants de deviner qu'un coup de force venait d'avoir lieu. Le premier soin des nouveaux détenteurs du pouvoir fut d'occuper tous les bâtiments administratifs, les locaux du téléphone, et de couper les liaisons avec les trois autres îles de l'archipel. La station de radio française FR 3 fut investie. Le rédacteur en chef — pistolet sur la tempe — servit pendant quelques minutes d'otage afin de permettre à M. Ali Solih de prendre la parole dans un studio.

MICHEL HEUSSAS.
(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR MATURITÉ

Si l'on avait quelques doutes sur la majorité politique des Comores, ils sont maintenant dissipés. Ce n'est pas n'importe quel pays qui peut se permettre un coup d'Etat quand l'Etat est vieux d'à peine quelques semaines. C'est faire montre d'une rapidité d'évolution extraordinaire.

On peut espérer voir une sorte de république naître avant l'hiver. Elle ne sera probablement pas beaucoup plus satisfaisante que les cinq ou six que nous avons connues, mais enfin, est-il meilleur moyen de prouver son identité nationale que de prouver de temps en temps la nation par un changement de régime ?

ROBERT ESCARPIT.

LE MONDE

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

AFRIQUE

Niger

Le lieutenant-colonel Kountché annonce la libération de cinq anciens ministres du président Hamani Diori

Niamey (A.F.P.). — Le lieutenant-colonel Seyni Kountché, chef de l'État nigérien, a annoncé le dimanche 3 août à Niamey que cinq ministres de l'ancien régime seraient libérés à l'occasion du quarantième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.

Il s'agit de MM. Amadou Issaka, ancien ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie, Garba Kestemé, ancien ministre de la fonction publique et du travail, Harouma Bembelo, ancien ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie, et de la coopération, Amadou Mossé, ancien ministre de la santé, et Adamou Souma, ancien secrétaire d'État à l'économie rurale.

Le président Kountché a également indiqué que l'ancien président de l'Assemblée nationale (dissoute), M. Boubou Hama, bénéficierait d'un « aménagement de son régime de détention » en raison de son « grand âge ».

Évoquant brièvement d'autres parts l'arrestation pour tentative de complot du commandant Sani Soukou Sidé, vice-président du conseil militaire suprême (le Monde du 3-4 août), de MM. Maitourou Gadjin, ancien secrétaire général à la présidence de la République, et Djibo Bakari, leader du parti Sawaba (dissous) d'opposition sous l'ancien régime, le chef de l'État a déclaré : « Ces cas incidents de parousa ne nous alarment pas malgré ce qu'il compte de pénibles et de déconcer-

nant, gardes votre calme et votre confiance dans les forces armées nationales. »

« Désormais, le bateau du Niger n'a qu'un seul maître », a assuré le président Kountché, en ajoutant que, informé de ce qui se tramait, il avait « laissé faire » dans l'espoir que le commandant Sani finirait par « s'arrêter », mais, a-t-il ajouté, « lorsque les choses sont trop avancées, il faut savoir cogner, fort et au bon moment ». Il a également annoncé la découverte au domicile de M. Djibo Bakari d'un « brouillon de discours-programme ». Enfin, interrogé sur l'éventualité d'un procès public des auteurs du complot, le chef de l'État a déclaré : « Souvent dangereux de vouloir renverser la barre, mais que s'il le jugent utile », il porterait tout le détail de l'accusation à la connaissance du peuple nigérien.

L'arrestation de M. Djibo Bakari, ancien opposant acharné au président Diori, a vivement surpris. Rentré d'exil il y a un an grâce à la « mansuétude » du président Kountché, il semblait en effet avoir pris sa retraite politique depuis son retour de Guinée. Il avait même affirmé à plusieurs reprises son soutien au chef de l'État.

Niamey ne semble pas être en émoi outre-mesure de l'annonce de ces arrestations, et la vie y est tout à fait normale.

Sénégal

UN AN APRÈS SA CRÉATION

Le parti d'opposition revendique près de cent mille adhérents

De notre correspondant

Dakar. — Un an jour pour jour après la création d'un parti démocratique sénégalais (P.D.S.), le 31 juillet 1974, le secrétaire général de cette formation, qui constitue actuellement le seul parti d'opposition autorisé au Sénégal, M. Abdoulaye Wade, a dressé, jeudi, un bilan encourageant de ses activités durant les douze derniers mois.

Selon M. Wade, grâce au P.D.S. et aux efforts de ses militants, le multipartisme et ses conséquences (liberté d'expression et de réunion, notamment) ont cessé, au Sénégal, de n'être qu'une « virtualité constitutionnelle » pour devenir une réalité que peu de gens par tout le monde, y compris par le parti au pouvoir, l'Union progressiste sénégalais (U.P.S.), même si certains cadres de celle-ci ont du mal à s'habituer au fait que, pour l'essentiel, les représentants de l'État sont désormais de moins en moins à leur service exclusif.

Dans une Afrique vouée d'ordinaire au système du parti unique, quand elle n'est pas soumise au

puvoir militaire, il s'agit là, estime M. Wade, d'un succès qui s'explique par l'ancienneté et la vigueur des traditions démocratiques des Sénégalais qui pourraient permettre à l'avenir la participation d'autres courants de pensée à la vie publique.

Au terme d'une année d'efforts, et grâce au cadre favorable ainsi créé, le P.D.S., qui s'appuie à l'extérieur sur une importante conférence nationale les 15 et 16 août prochains à Dakar, compterait actuellement, selon ses dirigeants, près de cent mille adhérents répartis dans les différentes régions du pays. Cette croissance rapide constitue l'une des raisons pour lesquelles, se plaçant résolument dans une perspective électorale, le P.D.S. commence à revendiquer de plus en plus le remplacement du scrutin uninominal par un système de listes nationales bloquées. L'actuelle loi électorale risque, selon lui, de scinder dangereusement le monde politique sénégalais en raison de la faible écart entre le parti au pouvoir et celui d'opposition. — P. B.

Angola

Le haut commissaire portugais est rappelé à Lisbonne

Le haut commissaire portugais en Angola, le général Silva Cardoso, a quitté Luanda samedi à destination de Lisbonne. Aucune raison n'a été officiellement donnée pour expliquer ce brusque départ, alors que séjourne officiellement à Luanda une délégation du Conseil de la révolution portugaise dirigée par le général Ross Coutinho. Certains observateurs estiment cependant que le haut commissaire a pu être rappelé par les autorités portugaises, qui désiraient procéder au remplacement du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.) avait récemment exigé la destitution du général Cardoso, accusé « de violer la politique portugaise de neutralité active et de se montrer trop conciliant avec le Front national pour la libération de l'Angola ».

Un porte-parole du F.N.L.A. a, pour sa part, déclaré samedi soir : « Nous refusons tout dialogue avec les représentants portugais en Angola si le général Cardoso n'est pas revenu à son poste dans une semaine. »

Sur le terrain, la situation militaire demeure toujours confuse. Un peu partout, les risques d'épisodes violents restent élevés et l'esu devient rare, sauf à Luanda. A Malange, des cadavres jonchent les rues, tandis que des combats acharnés s'intensifient. Plusieurs villes sont dans la même situation. Dans la même zone, le pont aérien entre Luanda et Lisbonne se poursuit au rythme de six avions par jour.

Enfin, la proclamation, vendredi à Kampala, de l'indépendance de l'enclave de Cabinda par M. Luis Ranque Franque, président du FLEC (Front de libération de l'enclave de Cabinda), n'est guère prise au sérieux à Luanda, par le

M.P.L.A. Pour le mouvement, le FLEC n'exprime rien de plus que les vœux d'une création du Zaïre, et Cabinda reste rattaché administrativement à l'Angola. Au même titre que ce territoire, l'enclave ne devrait donc accéder à l'indépendance que le 11 novembre prochain, conformément aux accords d'Alvor conclus le 15 janvier 1975. — (A.F.P.)

Océan Indien

LE COUP D'ÉTAT DE MORONI

Rétablir les relations normales entre Comoriens et Français

(Suite de la première page.)

Le couvre-feu a été aussitôt instauré à Moroni et dans l'ensemble de l'archipel. Il a été levé ce lundi 6 heures. Aucun incident n'est à signaler et M. Ali Solih a confirmé, lundi matin, que « pas une goutte de sang » n'avait été versée au cours des opérations.

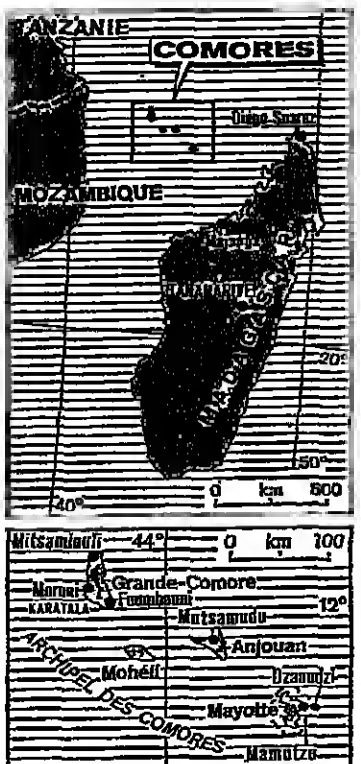
M. Solih se défend d'être un « putschiste » et d'avoir agi par intérêt personnel. Dès dimanche soir, il a déclaré : « Notre intention n'est pas de prendre le pouvoir, notre premier objectif est de convoquer tous les partis politiques, y compris celui du président Abdallah et du Mouvement mahorais. Nous créerons ensemble une assemblée populaire qui aura le charge de rédiger une Constitution. » Le dialogue entre M. Ahmed Abdallah et M. Marcel Henry, le leader mahorais, était interrompu depuis plusieurs années. Les Mahorais dénonçaient depuis longtemps le « dictateur » du président renversé et ne cachent pas que sa personne constituait un obstacle absolu à tout accord. « Marcel Henry est un ami ; j'ai la conviction que tout ira bien », a déclaré, au contraire, M. Solih. Les deux hommes se sont rencontrés, mais on ignore encore l'ampleur des concessions que les nouveaux dirigeants comoriens sont prêts à accorder aux Mahorais. Ceux-ci ne quitteront pas facilement le giron de la République française.

L'unité de l'archipel pourrait être restaurée par le fédéralisme. M. Marcel Henry, il y a quelques mois déjà, avait déclaré ne pas y être totalement opposé. M. Solih parle déjà d'une constitution de type fédéral. La France, dans ces conditions, pourrait bien jouer le rôle d'arbitre. Le gouvernement français va donc devoir changer une nouvelle fois sa politique aux Comores. Cela n'était plus un mystère pour les métropolitains résidant dans l'archipel : la France

allait quitter les Comores à la fin du mois d'août. Dès son arrivée au pouvoir, M. Solih a tout de suite tenu à préciser : « Nous préserverons les liens d'amitié et de coopération avec la France, liens rompus par le président Abdallah. »

Vingt-quatre heures après les heures chaudes de Moroni, la France et ses représentants n'ont toujours pas réagi officiellement. Les généraux français stationnés à la Grande Comore sont restés dans leur caserne. Pour le délégué adjoint de la République française, M. Leandri, qui représente actuellement Paris en l'absence de M. Beaux, rappelé vendredi en consultation, il a déclaré : « Ce qui se passe ici est une affaire purement comorienne. Il appartiendra au nouveau gouvernement des Comores de reprendre le dialogue avec les autorités françaises. »

MICHEL HEUSSAS.



A travers le monde

Chili

LE CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS SOVIÉTIQUES a exigé, dimanche 3 août, la « libération immédiate » de Luis Corvalan, Esquivel Ponce, Carlos Lora, Ricardo Lagos, ainsi que d'autres dirigeants politiques et syndicaux chiliens.

Colombie

M. CORNELIO REYES, ministre de l'Intérieur, a annoncé, dimanche 3 août, le maintien de l'état de siège décrété au mois de juin dernier.

San-Salvador

UN GROUPE D'ÉTUDIANTS s'est enfoncé dans une cathédrale en construction à San Salvador, pour protester contre la brutalité avec laquelle la grêle en construction à San-Police avait dispersé leur manifestation du 30 juillet, demander la libération de leurs camarades arrêtés et la démission du ministre de la défense, M. Carlos Romero. Deux mille étudiants avaient manifesté mercredi contre les festivités organisées le mois dernier à l'occasion de l'élection de miss Univer.

Les quatre îles d'origine volcanique de l'archipel des Comores : Mayotte, Anjouan, Mohéli et la Grande Comore, ont une superficie de 2 236 kilomètres carrés, soit le quart environ de la surface de la Corse. La population est d'environ 390 000 habitants.

La Grande Comore, où se trouve la capitale, Moroni, est de loin l'île la plus importante avec 1 148 kilomètres carrés et 226 000 habitants. Bien que très peuplée (100 000 habitants), Anjouan ne couvre en effet que 1 148 kilomètres carrés. Mayotte (174 kilomètres carrés) ne compte que 89 000 habitants. Elle a un relief moins escarpé que les trois autres, et c'est la seule qui dispose d'un lagon entouré d'une barrière corallière. Mohéli n'a que 230 kilomètres carrés et 11 000 habitants.

La population est d'une grande diversité ethnique. Des apports indonésiens, arabes et malgaches se sont superposés. La religion dominante, y compris à Mayotte, est l'islam. La langue la plus communément parlée est un mélange de swahili et d'arabe. L'archipel, autrefois peuplé, sauf en ce qui concerne Mayotte, ne dispose que de faibles ressources. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture vivrière (riz, de montagne, maïs, manioc, patates, bananes) et l'élevage : vanille et épices, cochenille, sisal et plus récemment poivre, plantes à parfum et surtout ylang-ylang. Cette dernière production lui a valu le nom d'« archipel aux parfums ».

PORTRAIT

Un technocrate audacieux

M. Ali Solih avait dirigé au mois de mai, à Paris, une mission du Front uni de l'opposition (F.U.O.), chargé d'informer les parlementaires français sur la situation aux Comores avant le débat au Parlement sur les conditions d'accession de l'archipel à l'indépendance. Il s'était dérangé sans compter, multipliant les contacts et les rendez-vous, déconcertant sans relâche le « pouvoir personnel » de M. Abdallah. Le visage ouvert et volontiers souriant, il voulait, nous disait-il alors, « plaider la cause de la démocratie ».

M. Abdallah parla volontiers d'ingérence de la France dans les affaires comoriennes, nous avait-il déclaré. Poser la question de l'indépendance de cette façon est malhonnête. M. Abdallah n'a pas le monopole du patriotisme. Les partis regroupés au sein du Front uni sont partisans d'une véritable indépendance. Mais ils ne veulent pas qu'elle ait lieu dans l'impureté de quelles conditions, pour le plus grand profit d'un homme qui n'utilise en fait que son pouvoir et de supprimer toute « démocratie ».

La meilleure formule, disait alors M. Solih, serait que le Parlement français prenne ouvertement les dispositions législatives pour permettre l'élection d'une Assemblée constituante sous le contrôle d'une commission spéciale comportant des représentants de tous les partis et des magistrats français, et ce avant le mois de juin.

Cette solution, avait-il poursuivi, permettrait aux représentants des différentes îles de se concerter pour savoir quel type de décentralisation ils veulent. Elle permettrait aussi d'établir l'unité et la viabilité de l'État comorien.

M. Solih ne rejetait pas pour

autant la formule proposée par un autre opposant, M. Mouzoul Abdallah, président démissionnaire de l'Assemblée des Comores, qui préconisait, quant à lui, la création par le Parlement français d'une conférence constitutionnelle chargée d'élaborer un texte. C'est la décision que devaient prendre l'Assemblée nationale puis la Sénat.

Pour le laïque opposant, le problème de Mayotte se posait seulement dans le contexte ordonné par la présence à la tête du gouvernement de M. Abdallah. Il n'avait pas caché que le Front uni avait des contacts réguliers avec le Mouvement populaire mahorais.

M. Solih, qui est né le 7 janvier 1937, est ingénieur agronome. Il a fait ses études au Madagascar puis à l'Institut national d'agronomie tropicale de Nogent. Il s'est d'abord intéressé aux problèmes économiques en créant, en 1964, la Société de développement économique (S.D.E.) des Comores et la Société nationale d'encadrement et d'animation rurale. Mais il s'est très vite adonné à la politique. De 1968 à 1970, il est député à l'Assemblée de Moroni, avant de devenir, de 1970 à 1972, ministre de l'équipement dans le gouvernement du prince Saïd Ibrahim. Lorsque ce dernier perdit le pouvoir au profit de M. Ahmed Abdallah, il l'aide à créer le parti du peuple (Umme) qui va mener une campagne vigoureuse contre le nouveau chef du gouvernement. Il est alors l'un des principaux artisans du regroupement de l'opposition. Ce technocrate, aussi audacieux que réfléchi, a su exploiter la position de faiblesse dans laquelle le président Abdallah s'était placé en se contentant de la France.

DANIEL JUNQUA.

CHRONOLOGIE

Huit mois de crise

1974

23 DÉCEMBRE. — Les Comoriens se prononcent par voie de référendum en faveur de l'indépendance par 93 % des voix. La participation est supérieure à 90 % des inscrits. Sur les habitants de l'île de Mayotte votent en majorité contre l'indépendance par plus de 63 % des suffrages exprimés.

29 DÉCEMBRE. — Visite à Paris de M. Ahmed Abdallah, président du Conseil de gouvernement des Comores, pour une série d'entretiens politiques.

1975

24 FÉVRIER. — M. Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, commence une visite officielle de cinq jours aux Comores.

18-17 MARS. — Une mission parlementaire française visite les Comores.

12 MARS. — On apprend officiellement à Moroni qu'une épidémie

de choléra a fait cent six morts sur la Grande Comore. Plus de mille cas au total auraient été recensés.

19 AVRIL. — M. Mouzoul Abdallah, président de la Chambre des députés de l'archipel, quitte ses fonctions pour protester contre la politique de M. Ahmed Abdallah. Il demande que le Parlement français confie le plus rapidement possible à une conférence constitutionnelle comorienne le soin d'élaborer une Constitution.

25 JUIN. — L'Assemblée nationale examine le projet de loi portant réorganisation des résultats du référendum sur l'indépendance des Comores. Elle modifie le texte gouvernemental essentiellement sur deux points : dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi, un comité constitutionnel devra établir un projet de Constitution garantissant les libertés démocratiques. Ce projet sera soumis à référendum avant la proclamation de l'indépendance et il devra être adopté par le.

30 JUIN. — Le Sénat adopte, en le précisant, le projet de loi relatif à l'indépendance des Comores que lui a transmis l'Assemblée nationale. Elle décide aussi de créer un comité constitutionnel.

6 JUILLET. — M. Ahmed Abdallah proclame unilatéralement l'indépendance de l'archipel. L'Élysée accueille la décision avec « sérénité ». Les élus de Mayotte dénoncent cette « décision illégale ».

7 JUILLET. — La Chambre des députés de l'archipel se transforme en Assemblée nationale et porte à la tête de l'État M. Ahmed Abdallah. Elle décide aussi de créer un comité constitutionnel. Les députés de Mayotte ne participent pas à cette séance de l'Assemblée et annoncent qu'ils ne siégeront pas dans l'exécutif ainsi créé.

14 JUILLET. — La France nomme un représentant à Mayotte en la personne de M. Roland Veyraud, directeur du cabinet civil de M. Beaux, représentant français à Moroni. M. Ahmed Abdallah qualifie cette mesure de « provocation ».

20 JUILLET. — Le conseil de la circonscription de Mayotte nomme un nouveau préfet. Il s'agit de M. Bazumana, l'un des dirigeants du Mouvement populaire mahorais.

22 JUILLET. — Dans un message au conseil des ministres de l'O.C.A., M. Abdallah accuse la France d'avoir fait débarquer des troupes à Mayotte. Paris dément.

24 JUILLET. — M. Ahmed Abdallah constitue un gouvernement dont il est le premier ministre en même temps que le garde des sceaux.

1^{er} AOUT. — Le conseil de circonscription de Mayotte et le préfet qu'il a nommé prennent possession des bâtiments publics et en expulsent les fonctionnaires du gouvernement de Moroni. M. Beaux est rappelé pour consultation à Paris.

3 AOUT. — M. Ahmed Abdallah est renversé à la suite d'un coup de force de l'opposition dirigé par M. Ali Solih.

Madagascar

UN SIFFLET PAR FOYER...

Les « Fokolona » urbains, sortes de comités créés depuis deux mois à l'initiative de ce qui s'était déjà fait dans les campagnes, ont commencé à s'organiser à Tananarive. Leur premier objectif : lutter contre l'insécurité, le vice, la saleté et... la turbulence des enfants.

Afin de faire échec aux malfaiteurs et surtout aux voleurs qui infestent depuis quelques années les rues de la capitale malgache, il a été décidé que chaque foyer aurait droit d'un sifflet pour donner l'alarme. De plus, tous les hommes de plus de dix-huit ans seront tenus de se porter au secours des personnes attaquées. S'ils font la sourde oreille, ils pourront être punis d'une amende et même passer devant les tribunaux en cas de récidive.

Les citoyens ne devront plus boire de boissons alcoolisées sur la voie publique. L'organisation de jeux sera réprimée. Les parents devront payer des amendes pour les frasques de leur progéniture.

Les « Fokolona » urbains doivent remplacer les tribunaux locaux.

tranche
des marguerites
tirage mercredi 6 août

1 gros lot de 2 millions
prix du billet, 44 F
prix du 1/10, 5 F

loterie nationale

سكنا للصحف

EUROPE

Le président Costa Gomes tente de sauver l'unité des forces armées

(Suite de la première page.)
 Fallait-il donc une telle proximité pour rendre plus sensibles aux officiers réunis les « conditions objectives » de leur révolution ? Le président Costa Gomes, qui travailla lui-même à l'état-major de l'Organisation atlantique, aura peut-être montré du doigt ce tout blanc qui aurait encore des « ombres atténuées et inquiètes ». De retour d'Helsinki, il n'a pas attendu pour répéter bien haut ce que les uns et les autres s'étaient empressés de lui dire dans la capitale finlandaise. « Tout le monde nous regarde, déclare-t-il en substance. A l'Ouest, on nous aidera si nous suivons la voie d'un socialisme pluraliste. A l'Est, on nous conseille gentiment de faire le rythme de notre révolution, de consolider les résultats déjà obtenus avant de lui donner de nouveaux élan. » Les avis et les conseils de Helsinki sont autant d'écarts dans le jeu du président de la République. Il s'alarme d'une révolution qui va trop vite et réclame une « pause » pour que le peuple suive.

Une fuite en avant

Il vent « une révolution pacifique, harmonieuse et tranquille, un socialisme pluraliste, respectueux des droits du citoyen ». Renforcé par la pression internationale, le général Costa Gomes invite les Portugais à oublier leurs querelles et propose de nouvelles « bases d'entente et d'action ». Ce n'est pas ce que lui apportera l'après-midi, au palais de Belém, le premier ministre. La liste enfin complète du gouvernement que le général Vasco Gonçalves soumet à ses deux pairs du directeur donne une fâcheuse impression de vide. Malgré de nombreuses tentatives, il n'a pu « pêcher » quelques candidats au sein du parti socialiste ou parmi les centristes du P.P.D. Les deux formations majoritaires du pays sont laissées sur la touche. Pire, les « figures connues », souvent issus du mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.), se sont tout à tour recusées en dénonçant l'absence de projet politique clairement défini. Et pour finir, on a écarté le leader de l'opération militaire, le major Melo Antunes, ministre des affaires étrangères dans le précédent cabinet.

On est à mille lieues du gouvernement d'union nationale tant recherché. Il ne reste que des officiers et quelques dirigeants de second plan du parti communiste ou du Mouvement démocratique portugais. Ce n'est pas la perspective d'une indépendance à un professeur Teixeira Ribeiro, l'homme tranquille de Coimbra, qui suffirait à élargir un éventail des plus réduits. Le projet, c'est évident, manque de « crédibilité ». En proposant un gouvernement aussi minoritaire dans le pays, le premier ministre ne révèle-t-il pas l'isolement où il se trouve ? Son projet politique rencontre aussi bien des obstacles. Ce front d'unité populaire vaste regroupement allant des franges de l'Union démocratique populaire (communiste) aux franges du P.C. rappelle l'idée de « M.F.A. en civil » lancée auparavant par l'amiral Rosa Coutinho et accusée de la fronde des socialistes et des centristes qui violent l'embryon d'un futur « parti unique ».

A Coimbra

LES CATHOLIQUES MANIFESTENT AVEC LEUR EVEQUE

Lisbonne (A.F.P. Reuters). — Pour le quatrième dimanche de suite, de trois à cinq mille catholiques ont manifesté leur soutien à l'épiscopat. L'évêque du diocèse, Mgr João Saraiva, a dénoncé la « presse nationaliste qui veut séparer les chrétiens de leurs fidèles ». Il faut poursuivre le projet, que le peuple adhère dans les syndicats, les commissions de quartier, les entreprises, les écoles pour ne pas laisser le champ libre aux communistes.

Mgr Saraiva a lu un télégramme adressé au président Costa Gomes, qui demande « une information libre et objective, un enseignement libre et accessible à tous une Église-Républicaine libre et chrétienne respectant la pluralité d'opinions ». « Nous offrons notre collaboration dévouée à la révolution portugaise », a ajouté Mgr Saraiva.

D'autre part, quarante-huit militants communistes ont été arrêtés samedi soir par les forces armées et la police de la ville de Fátima, dans le nord du pays. Pour défendre les locaux du P.C. contre des manifestants, ils avaient tiré sur la foule, blessant trois personnes dont deux grièvement.

gère » et manifeste ses réticences devant l'irrité qui lui est faite de devenir vice-président militaire. Le chef du Copcon veut sauvegarder son autonomie, préserver la marge de manœuvre que lui confère la force dont il dispose. Et il sait que déjà la crise prolongée que traverse le pays a atteint l'armée, qu'elle touche ses propres unités. Pour lui c'est un signal d'alarme.

Les renous dans les casernes, l'agitation désordonnée d'une armée qui commence à vaciller, ont sans nul doute plus préoccupé le général Neves, commandant en chef des forces armées, que les incidents survenus au régiment de commandos d'Amadora ne sont que la partie visible d'un mouvement de fond qui ébranle l'armée portugaise. Au nord, des officiers renouent : le général Corvacho, chef d'état-major de cette région, est venu de Fátima pour un rendez-vous à Lisbonne. L'armée de l'air, c'est bien connu, suit avec une lenteur calculée un processus qui ne l'intéresse guère. Nombre d'officiers ont rejoint les rangs du général Spínola, qui dit « garder toute sa confiance à la plupart des militaires de carrière ».

DOMINIQUE FOUCHIN ET JOSÉ REBELO.

RÉUNIS À STOCKHOLM

Les dirigeants socialistes ouest-européens créent un comité de soutien « pour le socialisme démocratique au Portugal »

De notre correspondant

La conférence des petits socialistes ouest-européens, convoquée à Stockholm par M. Palme, premier ministre suédois, a décidé de créer un « comité d'amitié et de soutien pour le socialisme démocratique au Portugal ». L'un de ses membres, M. Anker Joergensen, premier ministre danois, a annoncé qu'il comptait se rendre à Lisbonne, sans doute à la mi-août, pour étudier la situation. Certains pays scandinaves envisageraient déjà d'apporter directement une aide à ce pays.

Stockholm. — Les principaux dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates au nord de l'Europe occidentale (M.M. Wilson, Callaghan (Grande-Bretagne), Brandt (R.F.A.), Kreisky (Autriche), De Gaulle (France), Soares (Portugal), Mitterrand (France), Craxi (Italie), Bratteli (Norvège), Joergensen et Sorsa (Finlande), ainsi que le premier ministre israélien, Shakh Rabin, se sont réunis au château de Haga, à côté de Stockholm, avec M. Olof Palme, pour examiner diverses questions : la situation économique, la lutte contre le chômage, le Portugal, et la conférence européenne de sécurité. La situation politique intérieure au Portugal a cependant dominé les conversations. En ce qui concerne la crise économique internationale, ils ont brièvement étudié les modalités d'une relance et d'une réduction du chômage.

Plusieurs dirigeants présents à Stockholm avaient annoncé, jeudi ou vendredi dernier, à Helsinki, le président portugais Costa Gomes. Cette fois, ils ont pu entendre le point de vue de M. Mario Soares. La conférence de Stockholm a décidé de créer un « comité d'amitié et de soutien pour le socialisme démocratique au Portugal ». Un groupe restreint, composé de M.M. Wilson, Brandt et Mitterrand, est présidé par M. Palme, a été désigné pour en définir prochainement l'organisation et les grandes lignes de travail. L'objectif est en premier lieu de mobiliser l'opinion en Europe en faveur des libertés politiques, syndicales et de la presse au Portugal.

Pour les sociaux-démocrates européens, le parti socialiste de M. Soares est la meilleure garantie de la défense des idées démocratiques fondamentales au Portu-

gal, et ils sont prêts à lui apporter toute leur aide morale.

Pour sa part, M. Mario Soares a été extrêmement prudent dans ses propos. Il a toujours insisté sur le fait que Stockholm n'est qu'un premier pas, à plusieurs occasions, il a déclaré qu'il était optimiste.

Si les sociaux-démocrates européens ont approuvé la constitution d'un comité d'aide, des divergences sont apparues au sujet de l'aide économique au Portugal. Après une entrevue « franche » avec le président Costa Gomes à Helsinki, M. Wilson, premier ministre britannique, n'a pas caché qu'il était personnellement profondément pessimiste et que, dans la position de la C.E.E., il est d'avis de leur côté, M.M. Mitterrand et Palme estiment que l'Europe doit faire preuve de solidarité et que l'aide doit être inconditionnelle.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion, M. Soares a dit avoir « plaidé pour une aide économique sans condition politique », ajoutant qu'il avait « été entendu ».

Le chef du gouvernement israélien, M. Rabin, était surtout venu à Stockholm pour obtenir le soutien de ses collègues européens aux Nations unies. Sur ce point, la conférence a rayonné les vœux d'un accord intermédiaire de désengagement entre Israël et l'Égypte. M. Rabin a déclaré qu'il ne voyait pas le besoin de renouer M. Henry Kissinger dans les semaines qui viennent : « Les contacts diplomatiques ordinaires sont suffisants actuellement ».

Peu avant son départ de Stockholm, dimanche, le premier ministre israélien a eu un entretien d'une heure et demie à l'aéroport avec le secrétaire général des Nations unies à l'initiative de ce dernier.

qui veulent détruire son unité de commandement. Personne n'est désigné, mais tout le monde a compris. Il vise le parti communiste. Selon lui, deux ou trois officiers ont mené l'opération et entraîné une minorité de soldats. Sans souci du règlement militaire, il parle ouvertement et affirme qu'il aurait pu aisément organiser « un contre-coup », mais ne l'a pas fait « car il y avait eu des coups de feu et la troupe aurait aussitôt abandonné l'Angola ».

Sûr de lui, malgré les accusations dont il est, depuis longtemps, l'objet — on lui attribue la responsabilité de certains massacres au Mozambique et on l'a dit mêlé au coup du 11 mars, — le jeune colonel profite de l'occasion pour « vider son sac » et être tout haut ce que d'autres pensent tout bas.

La liaison du peuple et du M.P.A. ? Il ne s'y oppose pas. « À condition que les militaires ne soient pas des « fins socialistes ». L'avenir du pays ? « Il y a deux lignes : celle, modérée, du président de la République, et une autre que nous excluons. La première est la « ligne de la sagesse ». La révolution ? « Oui, mais dans la discipline ».

Lundi matin, le colonel se retrouve devant ses hommes à Amadora. En présence du général Otello de Carvalho, c'est l'assemblée générale des grandes explications. Un moment important, décisif pour le colonel, qui passe les ordres de cantonnement. Ce matin, un éditorialiste inquiet de « l'humeur nationale » faisait d'Amadora le « miroir de la situation politique ». L'objectif est de faire de l'officier est définitivement banni, les renous risquent d'être violents dans certaines unités. S'il est réintégré, les règlements pas la leçon. Dans les deux cas, un pas de plus n'aura-t-il pas été franchi dans l'escaide ? Deux blocs se dessinent dans l'armée comme dans la population : l'un veut reculer pour un temps, nous dit hier un militant communiste, mais désormais, elle est allée trop loin. Un jour, il faudra bien un « cinquante-cinq ».

Une lecture bouleversante

A première vue, il peut paraître surprenant que ces hommes, qui ont gagné leurs galons, sinon leurs étoiles sur le champ de bataille des guerres coloniales et les ont reçus d'un pouvoir des plus réactionnaires, se réclament tous, aujourd'hui, d'une forme ou d'une autre de socialisme. Mais il n'y a rien là, au fond, que de très explicable. Il arrivait à Salazar de montrer à ses visiteurs une lettre que Maurras lui avait adressée de sa prison de Chateaux et qu'il conservait dans son portefeuille : « Tenez bon », lui disait simplement l'auteur du *Chemin du paradis*. Ce qu'a voulu le « Douleur » de Coimbra dans son orgueil amer de technocrate solitaire, contrôlé par la lombealgie à l'immobilité, c'est faire du Portugal l'exception à ce qu'il considérait comme la décadence générale du monde : la démocratie, le socialisme, le syndicalisme, la transformation des mœurs, l'abandon de la mission coloniale. On a vu à quel son obstination a mené : à une guerre qui absorberait la moitié des revenus du pays et imposait aux jeunes Portugais quatre ans de service outre-mer, aux brutalités de la PIDE, la police politique, aux pires inégalités sociales, à l'émigration massive, à un taux d'analphabétisme de 40 %.

Tôt ou tard, les jeunes officiers

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

LES ÉCUEILS DE LA RÉVOLUTION

(Suite de la première page.)

La révolution portugaise n'a pas échappé à cette première loi. Il ne faut pas oublier que l'a déchaînée et ce qui constitue sa principale originalité du moins par rapport aux révolutions européennes : des militaires, et non pas, comme on le croirait parfois à lire certains journaux, M. Cunha ou le gouvernement soviétique. Ce sont toujours ces militaires, et non M. Cunha ou le gouvernement soviétique, qui s'étaient passés après la guerre en Europe de l'Est, est hors d'état d'appuyer les communistes locaux, — qui entendent conserver la responsabilité du déroulement des opérations. Ce n'est pas par hasard que le trinitarisme en place par le M.P.A. pour tenter d'arbitrer ses désaccords intérieurs est composé de trois généraux.

qui servaient en Angola ou au Mozambique

qui servaient en Angola ou au Mozambique devaient découvrir l'écart entre la réalité et la prédication de l'Estado Novo. Comment n'auraient-ils pas été impressionnés par la lecture des pages bouleversantes dans lesquelles Marx, Lénine et Mao excellent à donner le sentiment qu'ils ont découvert les lois de l'histoire et, en tout cas, mis à nu les menaces derrière lesquelles l'impérialisme cherche à dissimuler des noirs desseins ? C'est ailleurs que l'on fait le bilan critique du marxisme appliqué, et que l'on constate que l'exploitation de l'homme par l'homme ne disparaît pas automatiquement, le socialisme parce qu'ils ne devaient pas que l'exploitation retard culture et économique de leur pays. Mais ils allaient le réaliser dans la liberté, puisque, aussi bien, dans sa sagesse et son bon sens, reconnaissait ou étaient ses vrais amis.

moment où celui-ci, en pleine récession mondiale, accédait brusquement à la liberté

moment où celui-ci, en pleine récession mondiale, accédait brusquement à la liberté c'est-à-dire entre autres à la liberté de vivre un peu moins mal.

Il est probable qu'un homme comme le général Spínola, qui se rappelait l'histoire de la libération de la France, a pensé que faire venir les communistes dans le gouvernement était le meilleur moyen de contenir la vague de revendications sociales et donc d'éviter de tomber dans le cycle infernal des hausses de salaires et de prix. Mais outre que c'est trop demander à des communistes que de les appeler à protéger un système social dont la destruction est leur raison d'être, le Portugal, comme l'Espagne et l'Italie, connaît une vieille tradition anarchiste. Les gauchistes y sont en nombre et ils ont été prompts à dénoncer, tout comme leurs camarades chiliens, toutes les velléités de « collaboration de classes ». Appliquant à la lettre les descriptions de Lénine dans la *Mémoire infantile du communisme*, ils ont donné dans la « phrase révolutionnaire », autrement dit, dans la phraséologie la plus radicale : à la campagne et dans les usines, ils ont poussé aux expropriations. Et il n'est pas dit que dans l'affaire de *Republica* ils n'aient pas été l'alle marchante.

Très vite, il est apparu que le nouveau pouvoir n'arrivait pas à contenir la crise économique, la productivité diminuait en même temps que progressaient à marches forcées le chômage et l'inflation. Les destitutions de directeurs d'usines, les réquisitions de villas ou d'appartements, les nationalisations encourageaient plus précisément les investissements ni le tourisme. Les capitaux fuient, et aussi les « cerveaux ». Le rapatriement des devises envoyées par les travailleurs à l'étranger semble bien, malgré tous les démentis, avoir beaucoup diminué. Sans être aussi grave que la situation économique que connaît le Chili à la veille de la chute du régime Allende, celle du Portugal est devenue très préoccupante. Et les stocks d'or et de devises accumulés par la dictature ne sont pas inépuisables.

Le peuple ne suit plus

Le président Costa Gomes l'a reconnu devant l'Assemblée générale du mouvement des forces armées, le peuple « ne suit plus ». Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. L'érosion de quelque quatre-vingts agents de la police de l'ancien régime, les vastes manifestations rassemblées à l'initiative du parti socialiste et que le P.C. a été impuissant à empêcher, la mise à sac de quelque vingt permanences communistes, le refus de l'armée, dans plusieurs cas, de répondre aux appels de la police qui voulait les protéger, une agitation qui se manifeste de haut en bas de l'armée et jusque dans les rangs du Copcon, ce *fer de lance* de la révolution, tous ces signes témoignent de l'existence d'une vaste réaction contre un mouvement qui, un an plus tôt, avait suscité un enthousiasme quasi unanime. L'immense majorité de la population a sans doute pris goût à la liberté retrouvée, mais elle regimbe an désordre continu, aux traosseries, à l'incohérence d'une autorité qui en est encore à se chercher.

Face à ce phénomène de rejet, le Mouvement des forces armées, loin de manifester la détermination implacable que lui prêtent volontiers ceux qui ne veulent voir en lui qu'un simple instrument du P.C., se divise, hésite, tergiverse. Il est de bon ton aujourd'hui de dénoncer la théorie de la minorité agissante. Mais sans minorité agissante, y aurait-il en la révolution et la résistance françaises ? Le pouvoir de Castano aurait-il été renversé ? Aujourd'hui en tout cas, la minorité dite « agissante » ne paraît guère mériter ce qualificatif. Il lui faut pourtant, et d'urgence, retrouver le contact qu'elle est en passe de perdre avec ce peuple, dont elle veut faire le bonheur.

Toutes les révolutions ont connu de telles crises de confiance. Mais le moins qu'on puisse dire est que, pour tenter d'en venir à bout, elles n'ont pas toujours employé la meilleure méthode. Le Terreur a conduit à Thermidor et Thermidor à Brumaire, en attendant, bien plus tard, le Terreur blanche.

Puisent les hommes qui portent aujourd'hui la responsabilité du destin du Portugal méditer assez les leçons de l'histoire pour lui épargner, fût-ce sous forme de caricature, de tomber dans l'un ou l'autre de ces éternels écueils des révolutions ?

ANDRÉ FONTAINE

qui servaient en Angola ou au Mozambique devaient découvrir l'écart entre la réalité et la prédication de l'Estado Novo. Comment n'auraient-ils pas été impressionnés par la lecture des pages bouleversantes dans lesquelles Marx, Lénine et Mao excellent à donner le sentiment qu'ils ont découvert les lois de l'histoire et, en tout cas, mis à nu les menaces derrière lesquelles l'impérialisme cherche à dissimuler des noirs desseins ? C'est ailleurs que l'on fait le bilan critique du marxisme appliqué, et que l'on constate que l'exploitation de l'homme par l'homme ne disparaît pas automatiquement, le socialisme parce qu'ils ne devaient pas que l'exploitation retard culture et économique de leur pays. Mais ils allaient le réaliser dans la liberté, puisque, aussi bien, dans sa sagesse et son bon sens, reconnaissait ou étaient ses vrais amis.

Il en était chez eux qui, communistes militants, nourrissaient moins d'optimisme sur la nature humaine et professionnelle que la révolution exige beaucoup de contraintes. Ils n'étaient pas la majorité, car s'ils l'avaient été, ils n'auraient pas laissé se dérouler, pour l'anniversaire de la chute de la dictature des élections, dont chacun savait qu'elles illustreraient de manière éclatante les limites de l'adhésion populaire au P.C. On avait certes à l'avance inséré dans un cadre étroit les pouvoirs constituants donnés à l'assemblée, et jusqu'à présent celle-ci n'a guère paru tentée de reprendre la tradition des États généraux de 1789. Il n'empêche que le scrutin du 23 avril a donné aux socialistes, aux sociaux-démocrates et aux centristes une arme dont ils ont montré depuis qu'ils étaient déterminés à se servir.

C'est que les militaires n'avaient pas été particulièrement préparés à prendre en charge leur pays au

Le peuple ne suit plus

Le président Costa Gomes l'a reconnu devant l'Assemblée générale du mouvement des forces armées, le peuple « ne suit plus ». Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. L'érosion de quelque quatre-vingts agents de la police de l'ancien régime, les vastes manifestations rassemblées à l'initiative du parti socialiste et que le P.C. a été impuissant à empêcher, la mise à sac de quelque vingt permanences communistes, le refus de l'armée, dans plusieurs cas, de répondre aux appels de la police qui voulait les protéger, une agitation qui se manifeste de haut en bas de l'armée et jusque dans les rangs du Copcon, ce *fer de lance* de la révolution, tous ces signes témoignent de l'existence d'une vaste réaction contre un mouvement qui, un an plus tôt, avait suscité un enthousiasme quasi unanime. L'immense majorité de la population a sans doute pris goût à la liberté retrouvée, mais elle regimbe an désordre continu, aux traosseries, à l'incohérence d'une autorité qui en est encore à se chercher.

Face à ce phénomène de rejet, le Mouvement des forces armées, loin de manifester la détermination implacable que lui prêtent volontiers ceux qui ne veulent voir en lui qu'un simple instrument du P.C., se divise, hésite, tergiverse. Il est de bon ton aujourd'hui de dénoncer la théorie de la minorité agissante. Mais sans minorité agissante, y aurait-il en la révolution et la résistance françaises ? Le pouvoir de Castano aurait-il été renversé ? Aujourd'hui en tout cas, la minorité dite « agissante » ne paraît guère mériter ce qualificatif. Il lui faut pourtant, et d'urgence, retrouver le contact qu'elle est en passe de perdre avec ce peuple, dont elle veut faire le bonheur.

Toutes les révolutions ont connu de telles crises de confiance. Mais le moins qu'on puisse dire est que, pour tenter d'en venir à bout, elles n'ont pas toujours employé la meilleure méthode. Le Terreur a conduit à Thermidor et Thermidor à Brumaire, en attendant, bien plus tard, le Terreur blanche.

Puisent les hommes qui portent aujourd'hui la responsabilité du destin du Portugal méditer assez les leçons de l'histoire pour lui épargner, fût-ce sous forme de caricature, de tomber dans l'un ou l'autre de ces éternels écueils des révolutions ?

ANDRÉ FONTAINE

Le président Ford : il est fragile que les États-Unis ne puissent pas agir.

New-York (A.F.P.). — Le président Gerald Ford estime et extrêmement irrité que les États-Unis ne soient pas en mesure d'agir au Portugal pour contrebalancer l'influence communiste.

Dans une interview publiée dans la dernière livraison de l'hebdomadaire *U.S. News and World Report*, le président Ford dit notamment : « Nous regrettons que le Portugal soit actuellement en équilibre. Je pense qu'il est maintenant de notre intérêt public que l'Union soviétique y apporte discrètement son aide aux éléments communistes ».

D'autre part, ajoute le président, nous savons que des pays d'Europe occidentale aident leurs amis sociaux-démocrates au Portugal. Je pense qu'il est extrêmement tragique qu'en raison de l'enquête sur la C.I.A. et de toutes les limitations qui nous sont imposées dans le domaine des opérations étrangères nous ne soyons pas en mesure d'agir aux côtés de ces autres pays occidentaux.

« Je ne veux pas être que notre participation résoudrait automatiquement le problème, conclut le président Ford.

M. Wilson : l'attitude des Soviétiques sera le premier test de l'« esprit d'Helsinki ».

(De notre correspondant.)

Londres. — Pour M. Wilson, l'attitude des Soviétiques envers le Portugal sera le premier test de « l'esprit d'Helsinki ». Au cours d'une interview radiophonique, dimanche 3 août, à la B.B.C., le premier ministre britannique a confirmé que, dans le certifié finlandais, il a adressé « quelques mots assez durs » au président portugais.

Selon M. Wilson, le chancelier allemand et le premier ministre néerlandais auraient exprimé leur opinion sur ce sujet avec tout autant de franchise. « Nous avons, dit-il, indiqué clairement à l'Union soviétique que tout ce qu'elle pourrait faire pour apaiser la situation au Portugal serait conforme à l'esprit d'Helsinki. Ce premier test pour savoir si Helsinki et sa doctrine signifient vraiment quelque chose... »

Le premier ministre croit cependant, qu'après cette grande rencontre internationale les Russes tiendront peut-être un peu plus compte de l'opinion occidentale qu'ils ne l'avaient fait à l'époque de leur intervention en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

ANDRÉ FONTAINE



(Destin de Kerk.)

LES CATHOLIQUES MANIFESTENT AVEC LEUR EVEQUE

Lisbonne (A.F.P. Reuters). — Pour le quatrième dimanche de suite, de trois à cinq mille catholiques ont manifesté leur soutien à l'épiscopat. L'évêque du diocèse, Mgr João Saraiva, a dénoncé la « presse nationaliste qui veut séparer les chrétiens de leurs fidèles ». Il faut poursuivre le projet, que le peuple adhère dans les syndicats, les commissions de quartier, les entreprises, les écoles pour ne pas laisser le champ libre aux communistes.

Mgr Saraiva a lu un télégramme adressé au président Costa Gomes, qui demande « une information libre et objective, un enseignement libre et accessible à tous une Église-Républicaine libre et chrétienne respectant la pluralité d'opinions ». « Nous offrons notre collaboration dévouée à la révolution portugaise », a ajouté Mgr Saraiva.

D'autre part, quarante-huit militants communistes ont été arrêtés samedi soir par les forces armées et la police de la ville de Fátima, dans le nord du pays. Pour défendre les locaux du P.C. contre des manifestants, ils avaient tiré sur la foule, blessant trois personnes dont deux grièvement.

ANDRÉ FONTAINE

PORTUGAL

Les manifestations des forces armées

Les manifestations des forces armées ont été très nombreuses ces derniers jours. On a vu des soldats marcher dans les rues de Lisbonne, de Coimbra, de Porto, etc. Ils portaient des drapeaux et des banderoles. Les manifestations ont été organisées par le parti socialiste et le mouvement des forces armées. Elles ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays. Les soldats ont été très nombreux. Ils ont marché dans les rues, ils ont porté des drapeaux et des banderoles. Les manifestations ont été très nombreuses. On a vu des soldats marcher dans les rues de Lisbonne, de Coimbra, de Porto, etc. Ils portaient des drapeaux et des banderoles. Les manifestations ont été organisées par le parti socialiste et le mouvement des forces armées. Elles ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays. Les soldats ont été très nombreux. Ils ont marché dans les rues, ils ont porté des drapeaux et des banderoles.

Le président Ford s'entretient de la situation

Le président Ford s'entretient de la situation portugaise. Il a eu une conversation avec le président Costa Gomes. Ils ont discuté de la situation économique et politique du Portugal. Le président Ford a exprimé ses préoccupations quant à l'avenir du pays. Il a souligné l'importance de la stabilité et de la démocratie. Le président Costa Gomes a répondu que le Portugal était déterminé à poursuivre sa voie démocratique. Ils ont convenu de maintenir des contacts réguliers.



سكنا من الاجل

EUROPE

LA SITUATION LA RÉVOLUTION

En Angola on se... LA SITUATION LA RÉVOLUTION... moment et celui-ci, en pleine...

AU PORTUGAL

Les maladresses de Lisbonne favorisent les tendances séparatistes des Açores

De notre envoyé spécial

Ponta-Delgada. — La révolution du 25 avril n'a pas franchi les 1 500 kilomètres d'océan qui séparent Lisbonne des Açores...

Front de libération des Açores. Dès la sortie de la ville, comme si la bonne éducation de ses militants les avaient empêché de souiller le centre ville...

tuante un projet d'autonomie des Açores. Ils appuient la récente décision de Lisbonne de créer une...

Espagne

Les autorités enquêtent sur les réseaux démocratiques au sein de l'armée

Malaise dans l'armée, attentats terroristes contre des policiers, opérations de police contre l'ETA, l'organisation révolutionnaire basque, le FRAP et le Front révolutionnaire antifasciste...

Grèce

Le procès des auteurs du coup d'État de 1967 laisse subsister de vastes zones d'ombre

Athènes. — Les Grecs suivent avec attention les deux grands procès en cours: celui des auteurs du coup d'État d'avril 1967 est à sa deuxième séance...

République d'Irlande

Dublin s'inquiète des arrière-pensées britanniques en Ulster

Dublin. — L'assassinat par des extrémistes protestants, le jeudi 21 juillet à l'aube en Irlande du Nord, de trois membres d'un orchestre pop célèbre dans toute l'Irlande...

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN EN ROUMANIE ET EN YOUGOSLAVIE

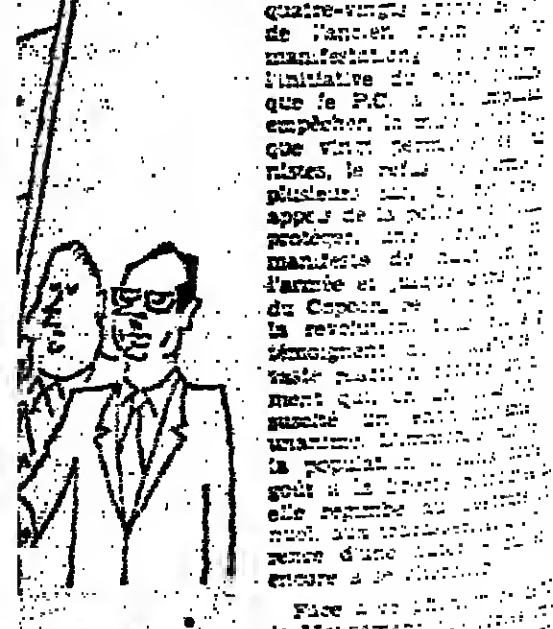
M. Ford s'entretient avec le maréchal Tito de la situation au Proche-Orient

Le président Ford devait quitter Belgrade le mardi 4 août en direction de Washington à l'issue de ses visites en Yougoslavie et en Roumanie...

mais nous opposerions le courage d'une nation qui veut apporter sa contribution à un monde meilleur...

Le peuple ne...

Le président Ford... Le peuple ne... L'attitude des... sera le premier... respect d'Israël...



(Dessin de Zwick)

L'attitude des... sera le premier... respect d'Israël... Pour M. Wilson, l'attitude des... sera le premier... respect d'Israël...

ANDRÉ FONTAINE

JOE MULHOLLAN

ASIE

L'INDE EN ÉTAT D'URGENCE

IV. — Réformes ou vœux pieux ?

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATTE

Depuis la proclamation de l'état d'urgence en Inde, le 26 juin, les droits fondamentaux ne sont plus protégés et la presse est muselée. Mme Gandhi affirme son pouvoir personnel, soutenu par la P.C. prosoviétique, qui rêve de participer au gouvernement central (« Le Monde » des 2^e et 3-4 août).

New-Delhi. — « Disciplinaire, traître, persévérant », ces propos reviennent à l'envi dans les déclarations de Mme Gandhi. Depuis la proclamation de l'état d'urgence qui a neutralisé la vie politique et la presse d'opinion, l'Inde est prise au pou. Les petits fonctionnaires, qui arrivaient toujours en retard au bureau et manquaient d'enthousiasme au travail, doivent maintenant présenter à l'heure. Cette ponctualité n'est plus que la fin d'un grand relâchement : la marque d'un progrès. Les retardataires récidivistes seront licenciés.

tout de suite après celui de la violence dans l'hindouisme, observe Vinoba Bhave, qui a répondu ainsi, par écrit, comme le faisait son maître Gandhi, à un journaliste lui demandant son avis sur ce sursaut moral et national. Il est vrai que l'action gouvernementale, pour une fois, ne paraît pas faiblir de propos en l'air. Elle fait peser des menaces sur certaines couches privilégiées ou parasitaires de la population.

New-Delhi était parvenu avec un louable succès à réduire le taux d'inflation. En rendant obligatoire pour les commerçants l'affichage des prix et les déclarations de stocks, le gouvernement entend lutter avec plus d'énergie encore contre la hausse des prix, le stockage illégal et la comptabilité double. Ces mesures sont, peut-être déjà constatées, populaires auprès des pauvres et des membres de la classe moyenne. Combien de temps seront-elles maintenues ? Elles pourraient, à coup sûr, rapporter des dividendes électoraux.

Un coup de fouet à l'administration

Les discours en la matière restent jusqu'ici des déclarations d'intention, qui laissent tout le temps aux possédants de dissimuler leurs fortunes. Voilà maintenant que des mesures sont annoncées qui auront effet rétroactif : la propriété en milieu urbain sera limitée. L'habitat individuel s'est considérablement développé ces dernières années dans les agglomérations. De grandes et confortables villas construites généralement pour le compte de fonctionnaires, de militaires, de commerçants ou de membres de professions libérales sont louées à des étrangers à des prix très — jamais la valeur déclarée — qu'ils perçoivent à leurs propriétaires d'amortir les investissements en quelques années.

en fait de « déjà vu ». Lorsque se produisent une crise ou des élections approchent, New-Delhi ressort de vieux thèmes dans lesquels on découpe un « nouveau programme ». C'est un programme de secours, à l'indien. Le gouvernement pratique la fuite en avant dans le domaine économique et social comme en matière politique.

Mme Gandhi a reconnu que la plupart des mesures présentées n'étaient pas nouvelles, mais demandait seulement à être appliquées avec plus de vigueur. C'est bien là où le bât blesse. Il faut vraiment insupportable de déclarer l'état d'urgence pour réviser des décrets d'application.

cette autre gangrène qu'est l'usage de la langue dans le système des connaissances — grandes propriétés foncières — après l'indépendance avait entraîné la disparition de plus de 100 millions de terres. Les législations garantissant la terre à celui qui la travaille et limitant la propriété foncière n'ont pas eu les effets prévus. On se des Indiens riches dans les villages et plus ou moins propriétaires de terres.

« Pour la première fois, on parle de choses sérieuses. Ce n'est plus du bla-bla. On peut présenter des dossiers et les faire juger », nous déclare un fonctionnaire. L'appareil administratif a reçu un coup de fouet : Mme Gandhi a convoqué les grands commis pour leur faire la leçon. Apparaissent certaines décisions étaient prises ou repoussées après des mois, voire des années de palabres. Il fallait surmonter une procédure bureaucratique que le ministre a décriée et les objections du Parlement. Maintenant, l'heure des décisions rapides est arrivée.

9,33 millions d'analphabètes dans la tranche d'âge de zéro à quatorze ans, contre 50 millions de gens sachant lire (censitaires de 1971). 51,9 millions d'enfants scolarisés, dont 25 millions de filles, en raison de la croissance démographique, en fait autant, et il reste plus important.

Le gouvernement veut abolir le serfage, pénaliser les usuriers et fixer des taux d'intérêt excessifs, empêcher un possédant de s'approprier la terre de son débiteur insolvable mais déshérité. Le taux de mesures annoncées par Mme Gandhi à la faveur de l'état d'urgence touche au fond des choses, la misère et l'exploitation humaine extrêmes. Fallait-il pour autant « suspendre » le système parlementaire, mettre l'opposition en prison et les révolutionnaires hors la loi (peu de gens déplorent l'interdiction des organisations fascistes) ? Certes, on dit que le système parlementaire en crise, incapable de permettre à l'Inde de faire des progrès. Et personne ne s'est soulevé, comme on semblait le craindre dans l'attente du premier ministre, pour dénoncer son coup de force.

POLITIQUE

LE VOYAGE DE M. STIRN

Le plan global de mise en valeur de la Guyane est bien accueilli même par les autonomistes

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est arrivé lundi 4 août à Paris au terme d'un voyage de dix jours dans les départements français d'Amérique. La dernière phase de son périple a été consacrée à la Guyane. M. Stirn a présenté à Cayenne un « plan global de mise en valeur de ce département. Ce plan consiste de trois axes de développement : la mise en valeur des richesses naturelles de la Guyane, la promotion de la Guyane, et la mise en valeur de la part du gouvernement. Il est conçu en deux parties :

— Un ensemble de mesures à court terme d'aide financière et d'assistance technique pour l'agriculture, les exploitations forestières et la pêche ;
— Un programme à long terme pour le développement de l'industrie papetière à partir de la forêt guyanaise. Plusieurs groupes sont sur les rangs et ont déjà entrepris des études sur place : la Cellulose du p. Auzouard-Ray et Arjomany-Prieux pour les Français (ils ont constitué ensemble la Société guyanaise de cellulose), Parsons et Whitmore pour les Américains.

Le « plan global de mise en valeur de ce département » est prévu un effort en faveur du peuplement (cinq-cinq mille habitants pour 91 000 km²). Le « plan global de mise en valeur de ce département » est prévu un effort en faveur du peuplement (cinq-cinq mille habitants pour 91 000 km²). Le « plan global de mise en valeur de ce département » est prévu un effort en faveur du peuplement (cinq-cinq mille habitants pour 91 000 km²).

De notre envoyé spécial

chient à réaliser « le regroupement de l'ensemble des forces nationalistes en vue d'un front pour la conquête de l'indépendance nationale ». Ils ont tenu plusieurs assemblés au cours desquels ils ont abordé des questions générales. Ils ont déclaré qu'ils ne pas avoir voulu « risquer l'affrontement ».

De « frontière » à « Repères »

LE CERES FAIT LE POINT

Le conflit qui avait opposé les éditeurs de la revue socialiste Frontière, le CERES, d'une part, et Socialistes aujourd'hui, d'autre part, a été réglé par un accord de conciliation aux termes duquel les deux parties s'engagent à ne plus utiliser pendant sept ans le titre de la publication et à annuler toutes les instances judiciaires en cours. En conséquence, les Cahiers du CERES ont paru pour la dernière fois dans le numéro de juillet-août sous le titre Frontière, la revue poursuivra ses activités à partir de septembre sous l'appellation de Repères.

Abolition des dettes

L'abolition de dettes est aussi une mesure très importante. Mais il reste à chaque Etat à en définir les modalités d'application. A première vue, l'abolition du gouvernement est que toutes les dettes soient effacées à la date du jour au lendemain, les millions d'Indiens endettés à vie en venant à renier leurs obligations. A première vue, l'abolition du gouvernement est que toutes les dettes soient effacées à la date du jour au lendemain, les millions d'Indiens endettés à vie en venant à renier leurs obligations.

Mme GANDHI DEMANDE AU PARLEMENT DE MODIFIER RETROACTIVEMENT LA LOI ELECTORALE

New-Delhi (A.F.P. Reuters). — Mme Gandhi a demandé, lundi 4 août, au Parlement d'approuver plusieurs amendements à la loi électorale en vertu de laquelle elle avait été accusée de fraude rétroactive. Ils annuleraient la condamnation du premier ministre avant fait l'objet, le 12 juin dernier, la Haute Cour d'Allahabad avait accusé Mme Gandhi d'avoir utilisé, pendant la campagne électorale de 1971, les services de fonctionnaires du gouvernement. Selon les termes du jugement, le premier ministre lui-même aurait dû être écarté de tout emploi public pendant six ans. Une procédure d'appel était en cours ; l'affaire devait être examinée par la Cour suprême à partir du 11 août. Les amendements à la loi électorale ont toutes les chances d'être adoptés par le Parlement, où le parti du Congrès (gouvernement) dispose de la majorité des deux tiers.

RECTIFICATIF

Dans le troisième article de « L'Inde en état d'urgence », (le Monde du 2-4 août), il fallait lire : « Les membres du Congrès se sont, en majorité, écartés depuis longtemps du mahatma Gandhi » et non « de Mme Gandhi ».

Advertisement for MICHAEL KORS watches. It features a large 'MICHAEL KORS' logo and text describing various watch models like 'LES FAUCONS', 'LES BOUTONS', and 'LES TRIANGLES A RIDEAUX'. It also includes a '20%' discount offer and a 'RECEPTE' stamp.

Handwritten Arabic text: حكاية من الاصل

ENCE

97,33 millions d'habitants... la tranche d'âge de 20 à 29 ans... M. Le Duan... HANOI FAIT ÉTAT D'UNE « COMPLÈTE IDENTITÉ DE VUES » AVEC PHNOM-PENH... Une délégation du parti des travailleurs de la République démocratique du Vietnam...

ASIE

Vietnam Au terme d'une visite officielle au Cambodge

HANOI FAIT ÉTAT D'UNE « COMPLÈTE IDENTITÉ DE VUES » AVEC PHNOM-PENH

Une délégation du parti des travailleurs de la République démocratique du Vietnam, conduite par son secrétaire général, M. Le Duan, est rendue récemment à Phnom-Penh...

Papouasie-Nouvelle-Guinée

LES DIRIGEANTS DE L'ILE DE BOUGAINVILLE DÉCIDENT DE QUITTER LA CONFÉDÉRATION

Port-Moresby (Reuter). — Les dirigeants de l'île de Bougainville ont annoncé, dimanche 3 août, qu'ils proclameraient unilatéralement son indépendance le 1er septembre...

PROCHE-ORIENT

« L'Égypte s'appête à reconnaître Israël pour une poignée de sable »

ÉCRIT L'HEBDOMADAIRE DE L'O.L.P.

L'organe de l'O.L.P., Falastine et Thawra prend violemment à partie l'Égypte dans son éditorial du samedi 2 août pour la position modérée adoptée par la délégation du Caire...

DANS LES 8 BHV MOIS DE LA MAISON. JUSQU'AU 30 AOÛT PRIX SPÉCIAUX SUR DES CENTAINES D'ARTICLES POUR ÉQUIPER ET AMÉNAGER VOTRE MAISON. ÉQUIPEMENT DOMESTIQUE, ÉLECTRO-MÉNAGER, MEUBLES-LUSTRIÈRE, ÉQUIPEMENT DÉCORATIF, SPÉCIAL ISOLATION 15% SUR LES BOURRELETS ET DALLES DE LIÈGE, 20% SUR LES PORTES, AU BHV RIVOLI CONFECTION GRATUITE DU 1er AU 14 AOÛT DE TOUTS LES VOILAGES GARDISSETTE, 15% SUR LES KITS D'AMEUBLEMENT.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE. RIVOLI - FLANDRE - FARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRETEIL. hv

ÉDUCATION

Une rencontre internationale des « éducateurs Freinet » Priorité au geste

Tiencen. — La huitième Rencontre internationale des éducateurs Freinet (RIDEF) s'est tenue du 15 au 29 juillet 1975, à Tiencen (Algérie), rassemblant quelque deux cent dix participants venus de quatorze pays. Accueillie officiellement par la Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture, qui dépend de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.), les « éducateurs Freinet » n'ont pas limité leurs travaux aux seuls problèmes d'éducation, mais se sont

également intéressés à de nombreux aspects de l'Algérie socialiste, et en particulier à la révolution agraire. La Fédération internationale des mouvements d'école moderne (FIMEM), organisatrice de cette rencontre, cherche en effet à ouvrir davantage un tiers-monde un courant de pensée qui, né de la personnalité de Célestin Freinet (1896-1966), reste encore largement méconnu par ses origines françaises. Le précédent RIDEF avait eu lieu en 1974, à Edimbourg (Ecosse).

De notre envoyé spécial

« Echapper à la formule paresseuse des congrès classiques, avec rencontre de militants du mouvement Freinet, ne rassemblait guère à ce qu'on attend d'ordinaire d'un congrès international. Pas de motions ni de votes, peu de discours, des enfants qui se promènent en liberté et, le soir, des joueurs de guitare autour desquels se forment de petits groupes éphémères. Un spectacle inhabituel émanant de ce qui est en fait un rassemblement de militants de la pédagogie Freinet, pour chaque atelier, conformément à la « méthode Freinet », « produire » quelque chose : texte, graphique, bande magnétique, outil... et il ne pas en rester au stade des simples paroles.

Cette rencontre de Tiencen a aussi multiplié les petites réunions informelles, les forums... à la surprise parfois des officiels algériens, habitués au sein du parti F.L.N., à un style de travail moins décontracté. « A y a un certain anarchisme chez Freinet qui est assez éloigné de nos propres préoccupations », remarque un responsable algérien de la Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture. « Et puis, dans nos pays, où nous sommes souvent obligés d'avoir des classes de plus de quarante élèves, la méthode Freinet est-elle toujours applicable ? Au lendemain de l'indépendance, nous avions le choix entre la « pédagogie soviétique », plus structurée, plus « directive », de la salle de classe. C'est le second que nous avons choisi... »

« Il n'y a pas le moindre trace d'anarchisme chez Freinet », affirme, au contraire, Mme Helena Semenowicz, ancienne directrice d'école dans le banlieue de Venise, et vice-présidente de la FIMEM (1). « Freinet était avant tout un praticien, comparable au pédagogue soviétique Makarenko ou au pédagogue polonais Janus Korczak ; l'expression libre, par exemple, ne correspond pas, chez lui, à un goût de la spontanéité pour la spontanéité, mais doit déboucher sur un certain type d'organisations et d'activités, telles que le journal de classe, qui avait, à ses yeux, une valeur

également intéressée à de nombreux aspects de l'Algérie socialiste, et en particulier à la révolution agraire. La Fédération internationale des mouvements d'école moderne (FIMEM), organisatrice de cette rencontre, cherche en effet à ouvrir davantage un tiers-monde un courant de pensée qui, né de la personnalité de Célestin Freinet (1896-1966), reste encore largement méconnu par ses origines françaises. Le précédent RIDEF avait eu lieu en 1974, à Edimbourg (Ecosse).

Cette rencontre de Tiencen a aussi multiplié les petites réunions informelles, les forums... à la surprise parfois des officiels algériens, habitués au sein du parti F.L.N., à un style de travail moins décontracté. « A y a un certain anarchisme chez Freinet qui est assez éloigné de nos propres préoccupations », remarque un responsable algérien de la Fédération des travailleurs de l'éducation et de la culture. « Et puis, dans nos pays, où nous sommes souvent obligés d'avoir des classes de plus de quarante élèves, la méthode Freinet est-elle toujours applicable ? Au lendemain de l'indépendance, nous avions le choix entre la « pédagogie soviétique », plus structurée, plus « directive », de la salle de classe. C'est le second que nous avons choisi... »

« Il n'y a pas le moindre trace d'anarchisme chez Freinet », affirme, au contraire, Mme Helena Semenowicz, ancienne directrice d'école dans le banlieue de Venise, et vice-présidente de la FIMEM (1). « Freinet était avant tout un praticien, comparable au pédagogue soviétique Makarenko ou au pédagogue polonais Janus Korczak ; l'expression libre, par exemple, ne correspond pas, chez lui, à un goût de la spontanéité pour la spontanéité, mais doit déboucher sur un certain type d'organisations et d'activités, telles que le journal de classe, qui avait, à ses yeux, une valeur

irremplaçable de socialisation. — Mme Semenowicz rappelle également quelques traits qui caractérisent la « méthode Freinet » : Les élèves apprennent à décider eux-mêmes leur plan de travail de la semaine et d'un coup à s'estimer eux-mêmes, sans dépendance servile vis-à-vis des professeurs. Un maître traditionnel ne s'exerce jamais s'il s'écrit en retard, alors qu'un éducateur Freinet, lui, n'hésite pas à s'exercer devant ses élèves. Et puis, il ne craint pas de leur avouer, par exemple, que lui-même n'a pas compris telle ou telle chose... et il cherche avec eux... »

Un autre problème « actuel », celui de la participation des parents à la vie de l'école, a également donné lieu à controverses : un enseignant français proposait de faire venir les parents à l'école, non pas pour parler un langage trop sûr de soi, politique ou syndical, mais pour s'exprimer, par exemple, par le moyen d'un texte libre, lu devant les enfants et soumis à leur critique.

Pour un militant italien, au contraire, les parents sont plus utiles à l'école pour les questions de gestion, par exemple, que pour les problèmes pédagogiques, auxquels ils n'entendent pas grand-chose. En effet, dans ce pays, c'est le maître qui détient le savoir... Il s'agit de cette remarque : « C'est tout à fait à l'opposé de la pensée de Freinet. Est-ce spécialiste en économie ? Non. Est-ce que tu t'obstiens pour autant de dire ton mot sur le politique économique suivie par le ministre italien des finances ? » La richesse du mouvement Freinet est faite de cette diversité et de ces échanges. La prochaine RIDEF aura lieu, en 1976, en Pologne, qui est le pays de l'Est où le mouvement Freinet est implanté depuis le plus longtemps et compte environ douze cents militants.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le président de la FIMEM, M. Roger Veberschlag, inspecteur départemental de l'éducation nationale à Paris, actuellement en voyage d'étude en Italie, n'a pu assister à la rencontre de Tiencen.

CORRESPONDANCE

Le sort de la sociologie à l'université de Poitiers

A la suite de l'article consacré aux vicissitudes du département de sociologie de l'université de Poitiers, publié dans le Monde du 1^{er} juillet, nous avons reçu une mise au point de M. René Louvain, maître de conférences de sociologie, responsable de ce département en 1973-1974, enseignant à l'université de Vincennes en 1974-1975. Nous en publions ci-dessous les principaux points :

Si l'enseignement à Vincennes cette année, c'est, comme l'année précédente, à titre de chargé de cours complémentaires. Par ailleurs, en février, par M. Le Bris (ou nom de M. Soisson), en accord avec M. Frixon, président de Paris-VIII (Vincennes), j'ai finalement accepté cet « agrément », qui consiste en mon transfert à Vincennes, car je n'avais pas le choix. Cette installation d'office m'oblige à quitter Poitiers, où un jeune, mes enfants et moi-même avions la ferme intention de rester pour de multiples raisons que l'administration ne veut pas connaître.

Aucune sanction disciplinaire n'a été prise contre moi, juridiquement parlant. Mais comment appeler la suppression du département de sociologie de Poitiers, la suppression de mon poste à Poitiers ? Cette situation est d'autant plus paradoxale que sur tous les points essentiels de « l'affaire », les tribunaux ont finalement donné raison à l'administration. Comme on voit donner entièrement tort au conseil de l'université de Poitiers et à son président sortant, M. Benoît Jeannean.

En décembre 1974 le Conseil supérieur de l'éducation nationale, présidé par le doyen Vedel, a annulé par constitution irrégulière la sanction disciplinaire de l'université de Poitiers, constituée à la fois pour me juger, si le tribunal administratif de Poitiers a refusé de statuer sur cette question en juin 1975, c'est parce que, en attendant, le conseil avait pu enfin procéder à une élection régulière. Le secrétaire d'Etat aux universités est, lui, condamné « aux dépens ».

Toutefois en juin 1975, donc un an après les faits, le tribunal administratif de Poitiers a annulé le fameux « super-jury » d'examen auquel nous (les étudiants et les enseignants de sociologie) avions dû immédiatement toute compétence. (L.)

Si l'on songe que ce sont essentiellement ces deux abus de pouvoir, ajoutés au recours officieux des enseignants, qui ont provoqué la révolte du département de sociologie, et en particulier la forme de « résistance

passive » des étudiants et enseignants, scolarisés et correcteurs à parcourir lors des examens d'octobre, les enseignants, dispersés par le refus de leur droit de s'exprimer sur la provocation dans laquelle nous sommes tombés : provocation qui a très aisément conduit au refus de savoir le retrait de l'habilitation à délivrer des diplômes nationaux, la liquidation (provisoire) du département de sociologie. Enfin, et c'est ce qui occupe l'information de votre correspondant à Poitiers, le règlement de compte se poursuit et s'achève avec le licenciement des deux assistantes, au moment où les déclarations du secrétaire d'Etat aux universités ne laissent planer aucun doute sur l'obligation de maintenir en poste les assistants accrédités. Il est donc clair que cette année, dans ce département de l'université de Poitiers sera elle aussi, et dans les plus brefs délais, une année de « bonne pédagogie ».

Les grands inquiétudes de la « bonne pédagogie » sont les bonnes sociologies, les poteries souvent justes réparées, sont donc dévastées. (L.)

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN), affilié à la C.F.D.T., propose, dans un cadre défini, l'adoption de 18 juillet autorisant des établissements privés sous contrat à devenir établissements expérimentaux pour la recherche pédagogique (le Monde du samedi 2 août).

Le SGEN estime, notamment, que cette possibilité place les établissements privés sur le même plan que les établissements publics, ce qui revient à nier leur caractère spécifique.

Un attentat à l'explosif a été commis, dans l'après-midi du 3 août, contre un local de la Société de mise en valeur de la zone (SOMIVAC) à Canale-Verde, près de Cervione, sur la côte orientale de la Corse. La charge, relativement importante, a détruit un hangar où se trouvaient quelques bureaux et logements des employés de la société. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Trois brûlés graves causés du quatrième siècle, dont un manuscrit, ont été dérobés, samedi 2 août, au musée de la Corrière de la Grande-Chartreuse (Isère). Représentant en cuir fauve et de la forme d'un missel, ces brûlés sont d'une très grande valeur. L'ordre des Chartreux a déposé une plainte à la gendarmerie de Saint-Laurent-du-Pont.

FAITS DIVERS

Après avoir échappé au lynchage

UN ÉPICIER EST INCARCÉRÉ POUR AVOIR GRIÈVEMENT BLESSÉ UN ENFANT ÂGÉ DE CINQ ANS.

M. Henri Cardinet, cinquante ans, gérant d'une succursale de l'Union commerciale avenue Gabriel-Péri à Balagny-sur-Thérain (Oise), a été inculpé, dimanche 3 août, de blessures volontaires et incarcéré à la maison d'arrêt de Compiègne, pour avoir grièvement blessé un enfant âgé de cinq ans, Pascal Lacroix. Le garçonnet, venu acheter des bonbons dans le magasin tenu par M. Cardinet, a été atteint à la tête.

Ce drame dont les circonstances exactes sont encore indéterminées, a aussitôt suscité dans ce bourg de mille quatre cents habitants, non seulement un très vif émoi, mais aussi une colère certaine au sujet d'un comportement de quelques personnes environ ont tenté de lyncher le commerçant au moment où les gendarmes venaient l'appréhender. Ces derniers, qui eux-mêmes ont été croisés, ont dû arracher M. Cardinet à la foule déchaînée. A Balagny-sur-Thérain, on reproche au gérant de l'Union commerciale d'avoir un comportement « extrêmement bizarre » depuis que sa femme aurait quitté, il y a environ trois semaines. Le commerçant aurait déjà fait à plusieurs reprises usage de son arme sans blesser personne avant vendredi dernier. Le curé du village a blâmé l'attitude des personnes qui ont tenté de lyncher M. Henri Cardinet.

Un attentat à l'explosif a été commis, dans l'après-midi du 3 août, contre un local de la Société de mise en valeur de la zone (SOMIVAC) à Canale-Verde, près de Cervione, sur la côte orientale de la Corse. La charge, relativement importante, a détruit un hangar où se trouvaient quelques bureaux et logements des employés de la société. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Trois brûlés graves causés du quatrième siècle, dont un manuscrit, ont été dérobés, samedi 2 août, au musée de la Corrière de la Grande-Chartreuse (Isère). Représentant en cuir fauve et de la forme d'un missel, ces brûlés sont d'une très grande valeur. L'ordre des Chartreux a déposé une plainte à la gendarmerie de Saint-Laurent-du-Pont.

FEUILLETON

le beau Solignac

Paris, automne 1809. Le beau colonel de hussards Henri de Solignac, toujours sous la menace d'une belle qu'il ne peut extraire, accompagnée, au sortir d'une soirée à l'Opéra, la charmante comtesse de Fréange et ses amies chez Frascati. Son ennemi, le perfide marquis d'Oleza, n'est pas loin.

LA BAVAROISE

LA Bavaroise était alors fort goûtée, et comme tant d'autres modes parisiennes, celle-ci venait de l'étranger. Les princes de Bavière, visitant Paris, vers la fin du dix-huitième siècle, étaient entrés au café Procope, un beau soir, et avaient demandé du thé servi non dans de la porcelaine, mais dans des carafes de cristal, et au lieu de sucre dans ce thé, du sirop de capillaire. Le mélange parut bizarre, puis curieux. On le baptisa du nom des princes bavarois : la bavaroise fit fureur. Puis on remplaça le sirop par du café ou du chocolat, et Paris compta une boisson de plus ! Le mariage du prince Eugène de Beauharnais avec une princesse bavaroise fournit aux beaux esprits qui, comme Désaugiers, cultivèrent alors le cabotage, l'occasion d'une plaisanterie. Le prince Eugène était comme Joséphine, sa mère, qui avait constamment un petit mouchoir de dentelle à la bouche pour dissimuler ses dents. Aussi se mit-on à répéter : « Le prince serait le plus bel officier de l'armée si ses dents ne tombaient point. Mais on n'a pas besoin de dents pour prendre une bavaroise ! »

Le garçon italien s'était étonné. Pour passer des salons à l'office, il fallait traverser un couloir assez long, et à peine y était-il engagé qu'il se trouvait face à face avec un homme de haute taille, la poitrine large, qui le saisit au poignet en l'appelant par son nom : — Saverio !

Le garçon tressaillit et s'arrêta court. — Vous me connaissez ? balbutia-t-il. — Parfaitement, répondit l'autre. Tu te nommes Luigi Saverio ; tu étais sergent au 14^e de ligne, tu as disparu, déserté, après avoir emporté plusieurs objets, bijoux, des camarades, et cela pour suivre et pour payer une femme, Adeline Gautier, que tu aimais et qui est morte... — Mon mauvais génie, fit Saverio. — Bon ou mauvais, peu importe. Ce qui est certain, c'est que je te croyais retourné à Chiari ton pays, et que je suis étonné de te rencontrer à Paris, chez Frascati ! Tu ne crains donc pas qu'un ancien camarade du 14^e ne te reconnaisse et te dénonce ?

— Les soldats viennent fort peu ici, dit Saverio, sans essayer de nier et stupéfait de se voir si bien connu. — Les soldats non, mais les officiers ! Allons, regarde-moi et reconnais-moi à ton tour ! C'est inutile, je vous ai reconnu, capitaine Ciampi, dit Luigi Saverio en baissant la tête. — Eh bien ! dit Ciampi, choisis simplement entre les deux alternatives que je vais t'offrir. Comment te fais-tu appeler ici ? — Vittorin Mariani. — Ou de te voir dépourvu de ce nom de Mariani si de l'entendre commander sous ton véritable nom de Saverio, ou de gagner cent napoléons que voici en deux rouleaux !

Le jeu venait sans doute d'être dans sa main les deux rouleaux que Saverio regardait avec une expression d'incrédulité et d'effroi. — Cent napoléons !... deux mille francs ! bégaya le garçon. Mais... — Il prévoyait quelque condition terrible, impossible ou dangereuse.

— Allons, hâte-toi, dit Ciampi. Ces garçons qui passent et repassent peuvent nous écouter et, là-bas, ils t'attendent ! — La façon dont Agostino avait prononcé ce *ils* fit deviner à

Saverio qu'il s'agissait des clients qu'il devait servir. — Et, demanda-t-il en ne quittant point Ciampi d'un regard, que fais-tu faire ? — Me laisser verser dans le verre que devra boire celui des deux hommes qui est là-bas une soutie du flicon que voici. — Duzello ! fit le garçon en devenant très pâle et en regardant Agostino.

Cependant, Fiorval de Saint-Claire, tout en déguisant son bécot à Mme de Berruis et à la comtesse de Fréange, qui se tenait à l'écart, était terriblement long à servir les bavaroises.

Solignac s'inquiétait bien peu du retard. Il se sentait pénétré d'une joie profonde. Il ressentait à quel point il y avait un sang prendre corps et devenir réalité.

Le colonel, assis en face des deux femmes, était placé à côté de Fiorval, de sorte que rien de ce qui se passait dans le salon ne pouvait lui échapper. Adossé à la muraille, il embrassait d'un coup d'oeil la pièce tout entière et apercevait même la perspective des salons voisins.

Mme de Berruis et la petite comtesse, au contraire, ne pouvaient examiner la salle qu'en se retournant, et il se voyait même rien de ce qui se réfléchissait dans les hautes places, d'ailleurs assez éloignées d'elles.

Avec un instinct de soldat de grand garde et qui redoute un piège, Solignac interrogeait les mouvements du salon, les allées et les venues dans la salle voisine, et il gardait la persuasion profonde qu'Agostino ne s'était pas égaré.

Il est des heures où l'on sent près de soi l'enfer invisible. Une sorte de magnétisme indéniable vous avertit que le danger est là.

Solignac demeurait silencieux, tandis que Fiorval, la baronne et Louise, un peu distraite, causaient de choses insignifiantes, et il se laissait aller à ses songeries, lorsque, cette fois, il aperçut non plus Agostino, mais An-

dréina, passant, comme une apparition, dans le salon voisin. Andréina pâle, les yeux ardents, et qui mordillait un bouquet de roses en montrant au soleil sa salotte, tourna son visage livide vers le colonel, lui jeta un regard étrange et disparut.

— La sœur après le frère ! se dit Solignac, et, plus certain encore de la proximité d'un péril, il attendit que le danger eût pris une forme et un nom.

quelque terrible drame caché, pensa Solignac. Les yeux d'Andréina ne regardaient point le colonel ; ils étaient fixés et comme braqués sur les deux verres fumants que Saverio venait d'apporter.

Le colonel, à son tour, regarda ces verres et saisit en quelque sorte à travers l'espace, la pensée même de cette femme. Evidemment, les bavaroises absorbaient la préoccupation tout entière d'Andréina. Mais pourquoi ? Solignac tendit la main vers son verre et il vit aussitôt Andréina, qui s'était subitement arrêtée et se tenait debout au milieu du salon, rapprocher ses mains l'une contre l'autre et lui adresser de tous un spectre suppliant, avec un regard perdu.

— Qu'est-ce à dire ? se demanda le soldat. Il comprenait à demi qu'Andréina l'implorait, et il put lire clairement, comme dans un livre ouvert, l'expression de soulagement, succédant à l'angoisse, sur le visage de l'Italienne, lorsque sa main retombant sur la table, il laissa le verre loin de lui.

Alors un rayon joyeux brilla dans les yeux d'Andréina. Le danger s'était-il évanoui ? dit Solignac. Toute cette scène muette et pleine de sous-entendus tragiques avait échappé à Louise de Farques, qui ne pouvait apercevoir Andréina, et à Fiorval, assis à côté de Solignac, mais qui, lui, ne voyait, dans tout le salon, que les jolis yeux noirs de la petite comtesse.

Louise regardait, avec un sourire d'enfant capricieuse, les deux carafes à demi vidés, et étendant tout à coup la main vers le verre que le colonel allait un moment auparavant saisir. — Je me suis trompée, dit-elle, en faisant une légère moue. C'est la bavaroise au chocolat que je préfère. Voulez-vous me permettre de choisir, colonel ? Et elle prit entre ses doigts le verre de cristal qui contenait le breuvage destiné à Solignac. Le colonel regardait toujours Andréina.

Il vit, cette fois encore, une transformation complète et pro-

fonde s'opérer dans les traits de Mlle d'Oleza, et à la terre la plus vive succédait chez elle une émotion soudaine, insaisissable, un frémissement farouche qui semblait à quelque sinistre espoir.

— Ah ! en vérité, pensa Solignac, je comprends, le Ciampi a fait son œuvre ! Saverio avait cédé en effet. Tandis qu'il laissait dans la main les rouleaux promis, Agostino avait versé dans une des petites carafes que portait Luigi — dans la bavaroise au chocolat — quelques gouttes de son poison taillé à facettes que tout à l'heure le marquis tournait entre ses doigts.

— Et cette fois, se disait Agostino en regardant Saverio s'écrouler, le beau Solignac ne guérira pas !

Il sentit tout à coup une main se poser sur son épaule ; il bondit en se retournant et aperçut Andréina qui lui dit nettement, comme elle l'eût frappé d'un couteau : — J'ai tout vu ! Je te suivrais et je t'éplais !

— Qu'allait-elle faire ? Evidemment tout compromettre. Le marquis eut un mouvement de rage ; il frappa du pied et se tordit les mains de colère. Andréina allait empêcher Solignac de boire le poison ! Solignac perdu était encore une fois sauvé !

— Misérable folle avec son amour ! murmura Ciampi. Il voulait le suivre, l'empêcher d'arriver jusqu'à Solignac, l'enlever hors de ces salles et de ce jardin, tandis que le poison versé ferait son œuvre, lente d'ailleurs, non pas immédiatement, mais sûrement. Oui, certes, il pouvait contraindre Andréina à s'éloigner, mais tout bruit chez Frascati était un péril. On accourrait, on demanderait la cause d'un tel scandale. C'était volontairement se perdre. Mais fallait encore laisser Andréina se précipiter vers Solignac, en espérant qu'elle n'arriverait pas à temps et que le poison serait absorbé.

(A suivre.)
Copyright le Monde.

production
avait être
année

Demissions, de
quand le per

سكنة من الالصل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

FAITS DIVERS

Après avoir échappé au lynchage

UN ÉPICIER EST INCARCÉRÉ POUR AVOIR GRIÈVEMENT BLESSÉ UN ENFANT ÂGÉ DE CINQ ANS.

M. Henri Cardinet, cinquante ans, gérant d'une épicerie à Gabriel-Péri à Balagny-sur-Loire (Oise), a été arrêté le 3 août, le blessé, un garçon de cinq ans, a été transporté à l'hôpital de Compiègne, pour un grièvement blessé d'une balle de chevrotine, vendue dans une épicerie. Le garçonnet, venu acheter des bonbons dans le magasin tenu par M. Cardinet, a été atteint à la tête.

Ce drame, dont les circonstances exactes sont encore à déterminer, a suscité une vive émotion au sein de la population locale. M. Cardinet a été placé en détention provisoire à Compiègne.

Le directeur de l'épicerie, M. Cardinet, a été placé en détention provisoire à Compiègne. Les circonstances exactes de ce drame sont encore à déterminer.

Le directeur de l'épicerie, M. Cardinet, a été placé en détention provisoire à Compiègne. Les circonstances exactes de ce drame sont encore à déterminer.

Le directeur de l'épicerie, M. Cardinet, a été placé en détention provisoire à Compiègne. Les circonstances exactes de ce drame sont encore à déterminer.

Le directeur de l'épicerie, M. Cardinet, a été placé en détention provisoire à Compiègne. Les circonstances exactes de ce drame sont encore à déterminer.

Le directeur de l'épicerie, M. Cardinet, a été placé en détention provisoire à Compiègne. Les circonstances exactes de ce drame sont encore à déterminer.

Le directeur de l'épicerie, M. Cardinet, a été placé en détention provisoire à Compiègne. Les circonstances exactes de ce drame sont encore à déterminer.

CONTRAIREMENT AUX PRÉVISIONS OFFICIELLES

La production française pourrait être en recul cette année

OFFICIELLEMENT on est encore à assurer — notamment dans l'enquête de M. Fourcade — que le taux de croissance de l'économie française sera en 1975 de 2 % (après l'avoir porté à l'automne de 4,2 %). En fait, c'est à une croissance négative — un recul — qu'il faudrait plutôt s'attendre.

Le raisonnement qui permet de fonder cette crainte est simple : l'indice de la production industrielle a été de 110 en mai (base 100 en 1970) et serait en juin compris entre 109 et 110, soit quelque 11 % au-dessous de la moyenne de 1974 (123). La forme de la courbe est telle que le rythme pour le premier semestre se situe à un niveau inférieur de 9 % par rapport à la moyenne de 1974.

Par conséquent, si l'on veut obtenir une croissance nulle de la production industrielle pour l'ensemble de l'année 1975, il faut selon l'indice — qui n'est, il est vrai, pas parfaitement significatif — que le rythme du deuxième semestre se situe à 9 % au-dessus de la moyenne de 1974, soit encore à 18 % au-dessus de la moyenne du premier semestre. Ce qui impliquerait un redémarrage absolument foudroyant de l'industrie qui n'est pas à l'ordre du jour.

Sans doute la consommation des produits industriels n'a-t-elle pas diminué au premier semestre, ce qui explique que les

experts aient mis tant d'espoir dans la reprise technique : la production diminue, l'ajustement de l'offre à la demande se fait par le déstockage ; un jour ou l'autre le processus se retournerait, la production devrait rattraper la demande. En fait, il se pourrait que ce soit l'inverse qui se produise : la demande s'ajuste à l'offre, en diminuant... Le point le plus bas de la courbe serait alors encore devant nous.

Tableur sur l'alignement de la moyenne de 1975 sur celle du premier semestre — soit un recul de 9 % de la production industrielle par rapport à la moyenne 1975 — n'est donc pas avancer une hypothèse pessimiste.

Sur les autres composantes de la production intérieure brute (bâtiment, agriculture, commerce, services, etc.) que peut-on dire ? Très peu de choses. Les statistiques seront connues beaucoup plus tard (sauf pour le bâtiment, qui, lui aussi, a chuté). A partir d'enquêtes qualitatives, de sondages d'opinion, on peut cependant faire des estimations fragiles. C'est ainsi que M. Fourcade a sur sa table un compte provisoire qui donne pour l'ensemble de la PIB, durant le premier semestre, un taux de croissance négatif de près de 4,5 % par rapport à la moyenne de 1974 ; ce qui signifie, étant donnée la chute de la production industrielle, une croissance à peu près nulle pour le reste.

Si ce compte est exact, il faudrait, pour obtenir une croissance zéro durant l'ensemble de 1975, avoir au deuxième semestre une croissance de 4,5 % par rapport à la moyenne de 1974 ; soit un progrès d'environ 9 % par rapport à la moyenne du premier semestre de 1975. Cela supposerait, pour les mêmes raisons que précédemment, un redémarrage foudroyant. La croissance, nulle en 1975, est donc peut-être déjà hors de portée. Et l'on comprend mal que les milieux officiels continuent à avancer aussi résolument des taux d'expansion positive pour 1975.

Philippe Simonnot.

L'équilibre commercial par la récession

L'intérêt d'une croissance négative aura en tout cas été de faciliter le rétablissement de la balance commerciale par diminution des importations. L'Italie, le Japon, les États-Unis, ont obtenu le même résultat, sans pour autant en tirer de gloire particulière.

L'assurance qu'on manifeste — jusqu'à ces derniers jours — MM. Giscard d'Estaing et Fourcade apparaît de ce point de vue quelque peu déplacée. Si l'équilibre commercial pour la fin de 1975 par M. Fourcade s'est produit beaucoup plus tôt, cela a été dû pour l'essentiel à la récession. En fait, le rétablissement de la balance commerciale était strictement incompatible avec le maintien du plein emploi et de la croissance (surtout à 4,2 %).

Un problème fondamental se trouve ainsi posé : celui de l'information statistique du gouvernement. Dès avril, des experts nationaux (1) et internationaux (2) avaient perçu l'ampleur jusqu'alors imprévue du déstockage.

Ce phénomène a été la cause principale des erreurs de prévision sur la reprise technique, et il s'explique principalement par l'ignorance du stockage, en grande partie spéculatif, de la période précédente. Comment se fait-il que cette information, connue des spécialistes et, bien entendu, des milieux patronaux, ne soit parvenue apparemment ni au rue de Rivoli ni à l'Elysée ? Il y a un filtre quelque part. Où ?

Philippe Simonnot.

Démissions, démantèlement, rumeurs de licenciements chez Jaeger

Quand le personnel tire la sonnette d'alarme

COMME beaucoup d'autres Français, les quelque 50 % des salariés des usines Jaeger qui viennent de partir en congés auront du mal à oublier leurs problèmes professionnels et notamment les menaces sur leur emploi. Deux directeurs, réputés pour leur politique sociale, ont démissionné ; le démantèlement de l'entreprise a été annoncé ; en dépit des apaisements, les rumeurs de licenciements ont entouré le climat social dans une société victime, comme bien d'autres firmes, de la crise économique et d'un endettement financier trop important.

N'oubliez pas de laisser votre adresse de vacances. Les quatre-vingts cadres qui sur l'initiative de la C.G.C. se sont réunis plusieurs fois ces dernières semaines pour « veiller au grain » ont décidé de se tenir informés durant ce mois d'août qui peut réserver des surprises. « La gravité de la situation appelle des solutions urgentes », ont écrit ces directeurs et ingénieurs dans une lettre à plusieurs ministres. « Nous vous demandons à nouveau d'intervenir (...) afin de mettre fin au processus de démantèlement de la société Jaeger », ont écrit les syndicats C.G.T., C.F.D.T.,

F.O. et C.G.C. dans une lettre du 24 juillet au ministre de l'Industrie. La société Jaeger — firme de pointe dans les équipements de bord pour l'automobile, la mesure pour la météorologie ferroviaire mais aussi l'horlogerie et l'aéronautique — a bénéficié durant des années des fruits de l'expansion : « Elle a peut-être mené une vie trop calme », a demandé son directeur général M. Cassagnol, un manager à l'américain qui, installé depuis deux ans au poste de commandement, s'est heurté à d'autres membres de la direction, jugés, à tort ou à raison, trop « sociaux ».

Les premières difficultés ont com-

HAUSSE DU BLÉ ET DE NOMBREUX MINÉRAIS

Le fumet de la relance est-il en train de retourner le marché des matières premières ?

BIEN que la crise économique mondiale batte encore son plein, les premiers signes de tension viennent d'apparaître sur les marchés de matières premières. Sans doute s'intéressent-ils encore que les produits agricoles, secteur où l'équilibre est toujours fragile en raison de la diminution des stocks et des aléas de la climatologie. Ainsi les prix des céréales viennent-ils d'effectuer un bond de 30 % sur l'annonce d'achats massifs de l'Union soviétique affectés par la sécheresse ; de même, la destruction par le gel d'une part appréciable de la prochaine récolte de café brésilienne a provoqué une

flambée brutale des prix, qui ont augmenté de 80 % en quelques jours. Le cacao lui-même, qui, théoriquement, devrait rester abondant cette année, vient de renchérir de 50 % en un mois, rattrapant presque sa baisse de 40 % depuis le début de l'année.

Mais, sur le marché des métaux non ferreux, si déprimé que les prix y sont tombés au plus bas niveau depuis quinze ans, on enregistre une lente remontée malgré l'existence — et le poids — de stocks considérables.

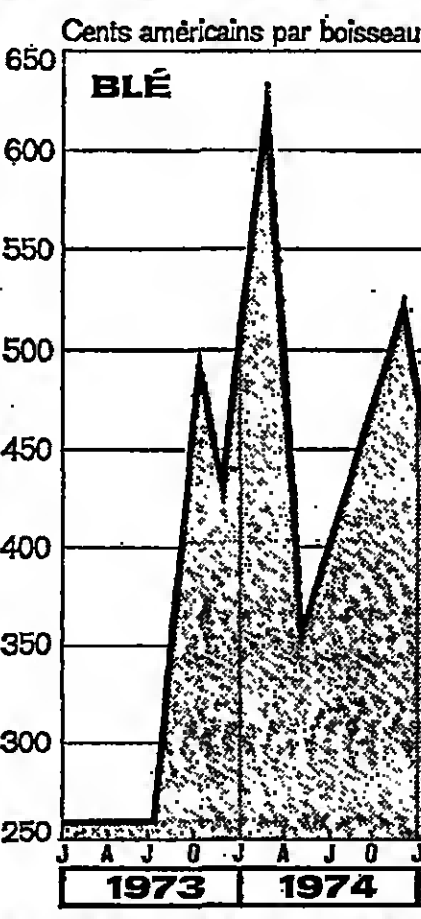
Ce robuste optimisme n'a pas été ébranlé par l'ampleur des achats soviétiques, dont l'effet a, néanmoins, été de faire monter brutalement les prix. Ces derniers, sans doute, étaient retombés trop bas compte tenu des coûts de production, selon un scénario que nous avions qualifié d'absurde (« Le Monde de l'économie » du 29 avril). Mais leur baisse faisait l'affaire des responsables chargés de lutter contre l'inflation, d'où les craintes de M. Arthur Burns à l'égard d'une hausse des prix alimentaires.

En tout cas, les achats soviétiques auraient pu avoir de rendre flâneux un marché qui s'était calmé depuis le début de l'année. En matière agricole, rien n'est jamais acquis tant que les récoltes ne sont pas engrangées. Ces derniers jours, à Chicago, l'on redoutait les effets de la sécheresse — toujours elle — dans le Middle-West, à les cours montaient pour redescendre un peu sur l'apport d'averses bénéfiques pour le prochain week-end.

● Céréales : un réveil brutal

Sur le marché mondial des céréales, la spéculation s'est brutalement rallumée ces dernières semaines, entraînant une hausse brutale des cours (25 à 30 %). Motif : l'annonce d'importants achats

effectivement plus de 15 millions de tonnes auprès des négociants américains et canadiens, et bientôt peut-être 4 millions de tonnes auprès des producteurs de la C.E.E.



Une telle nouvelle avait de quoi enflammer les marchés. Les opérateurs se souvenant des achats soviétiques massifs de l'été 1972 qui provoquèrent, l'année suivante, une flambée des prix, passant du simple au double comme l'indique le graphique ci-contre. Après une recrudescence des cours, la diminution de la récolte américaine de 1974, affectée par la pire sécheresse depuis vingt-cinq ans, entraîna une remontée brutale, suivie à nouveau d'une baisse profonde jusqu'au mois de juin dernier. Au printemps 1975, malgré un dangereux amenuisement des stocks, le marché mondial du blé apparaissait excédentaire, et, en tout cas, suffisamment approvisionné pour satisfaire la demande globale. La récolte américaine devait, et doit toujours atteindre des niveaux records, en augmentation de plus de 20 %, à tel point que le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. Earl Butz, souhaitait, il y a trois semaines, que les États-Unis vendent le maximum de grains à l'étranger pour éviter un gonflement des stocks.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 10, 1^{re} col.)

Publicité pour la guerre du vin. Texte : Le rapport Thode, fameux par le concert de protestations qu'il souleva en France en 1973, avait montré que les agriculteurs sont louchement hostiles à l'une des conséquences logiques de la doctrine libéraliste sur laquelle repose la politique agricole commune : la libre circulation des produits — même assortie de la solidarité financière et de la préférence communautaire — amène inéluctablement pour une grande partie de la région produisant au meilleur prix à monopoliser le marché. Transposé au secteur viticole, ce principe permet désormais à l'Italie, qui jouit d'un climat favorable, d'une main-d'œuvre bon marché et d'un taux de change favorable, de faire concurrence à nos producteurs de vins de table français. Les viticulteurs méridionaux, qui avaient déjà tendance à considérer l'Europe verte comme une guigne, sont prêts à se battre contre ce qui est considéré comme de l'impérialisme. C'est le fond de la crise viticole sur lequel s'est greffée, au fil des mois, une masse d'arguments passionnels concernant les responsabilités de chaque pays dans la surproduction, le qualité respective des vins produits de part et d'autre des Alpes, les motivations des hommes politiques, les calculs des énarques.

Comment en sortir ? Le commissaire européen chargé des questions agricoles, M. Pierre Lardache, pense que les ministres de l'Agriculture des Neuf arriveront sans doute à s'entendre le 9 septembre prochain sur une réforme du règlement n° 818-70 sur les vins de consommation courante. En effet, même si le soutien du marché du vin ne coûte aux Européens que 2,5 % de leurs dépenses agricoles, pour les Italiens comme pour les Français il faut revenir à un équilibre entre l'offre et la demande. Depuis 1964 la production de vins a augmenté de 2 % par an, alors que la consommation stagnait à peu près (+ 0,2 % seulement par an). Ces quatre dernières années, il a fallu « brûler » après chaque vendange quelque 3 millions d'hectolitres de « gros rouge », pour éviter tout bien que mal l'effondrement des cours.

Où trouver l'argent ?

conservé une partie de ses activités à la défense nationale (équipements pour les Mirage, Alpha-Jet, etc.).

« Le gouvernement, explique-t-on, nous a demandé de placer ce secteur aéronautique en filiale, interne d'abord, externe par la suite » ; la première étape sera terminée avant la fin de l'année, les services aéronautiques démantelés dans une ancienne usine de Levallois. Jaeger, en « faisant » ainsi une partie

de ses activités, récupérera de l'argent et pourra ensuite faire appel aux capitaux étrangers, sans danger pour la défense nationale.

Les syndicats ouvriers, la C.G.C., des cadres non syndiqués et des membres de la direction n'approuvent pas cette politique. Le secrétaire général de la société et un directeur, qui n'ont pas pu empêcher la « filialisation », ont démissionné. Pour les organisations syndicales et les cadres, la lutte d'influence se poursuit au sein de la firme : il s'agit d'éviter ce qu'ils considèrent comme un démantèlement.

« Il faut tout d'abord préciser, indiquent les cadres, que le gouvernement n'a pas formellement demandé la mise en filiale. Cette décision, si elle est confirmée, ajoutent-ils, comportera de nombreux dangers. » Jusqu'à présent, le regroupement des activités automobiles et aéronautiques permettait de bénéficier des progrès technologiques des uns et des autres, voire, en cas de récession dans une branche, de muter le personnel pour éviter les licenciements.

JEAN-PIERRE DUMONT.
(Lire la suite page 10, 1^{re} col.)

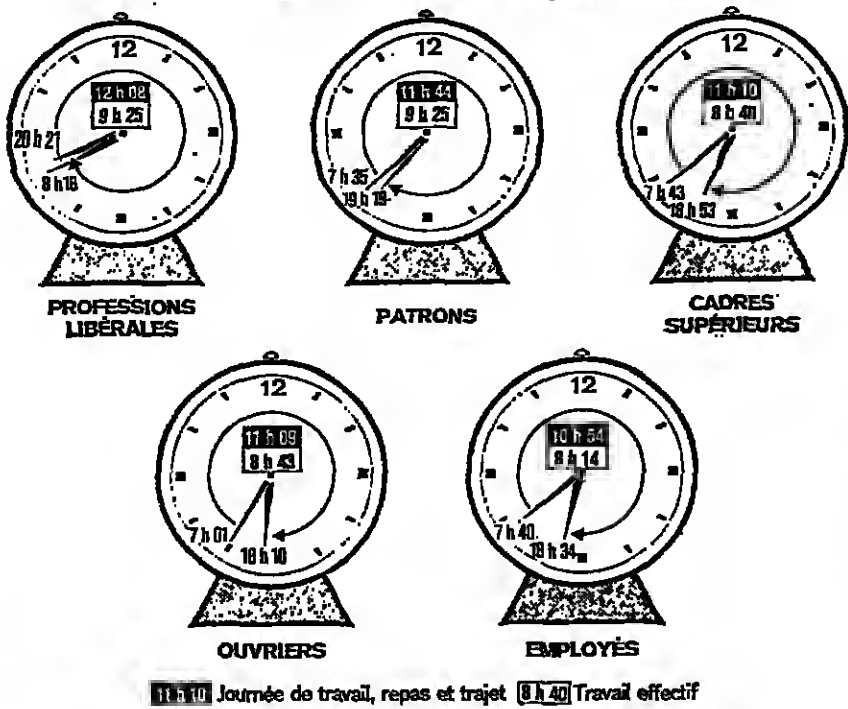
FAITS ET TENDANCES

DEPUIS QUINZE ANS

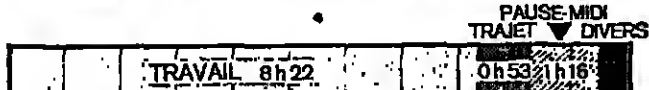
Le tiers de la réduction des horaires de travail est absorbé par l'allongement des trajets de transport

DU départ de leur domicile au retour le soir, les Français qui travaillent à l'extérieur et dans la journée (78 % des actifs) ont passé hors de chez eux, en 1974, onze heures quatre minutes (1). Indique la revue Economie et Statistique de juillet-août 1975. De part et d'autre de cette moyenne, des écarts non négligeables subsistent entre les catégories socio-professionnelles, comme le montre le tableau ci-dessous.

L'EMPLOI DU TEMPS D'UNE JOURNÉE DE TRAVAIL.



11h22 Journée de travail, repas et trajet 11h04 Travail effectif



Journée de travail du Français moyen : 11h 04

Source : Economie et Statistiques, juillet-août 1975

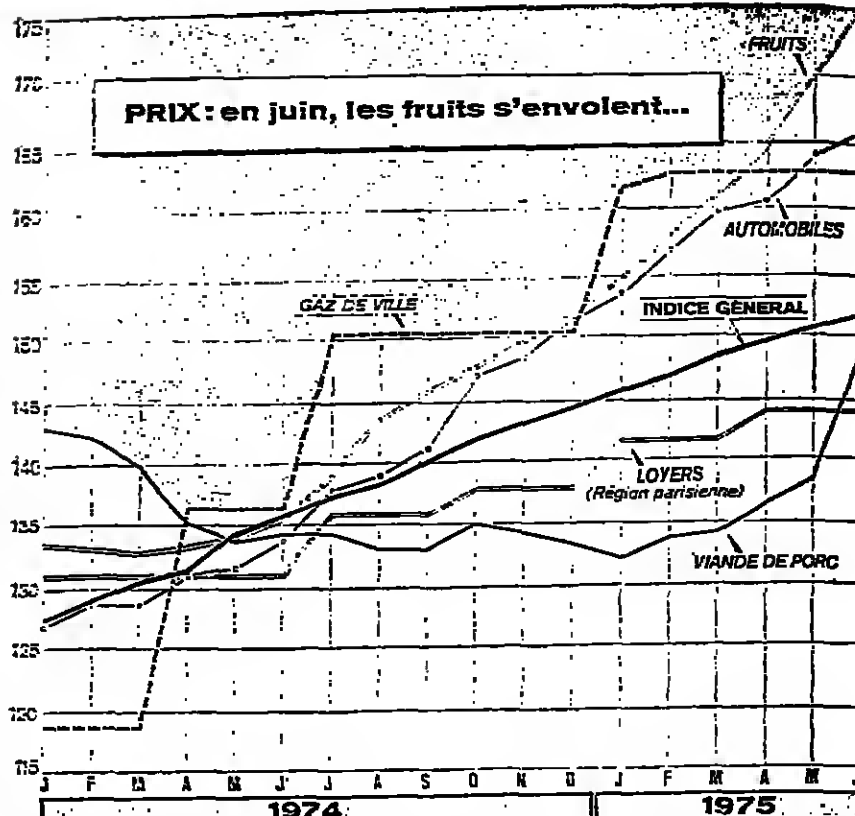
Les patrons, les membres des professions libérales et les cadres supérieurs ont des journées de travail — temps de trajet, repas et pause compris — plus longues que les employés. Si l'on s'en tient à la durée effective de travail (huit heures vingt-cinq minutes en moyenne), on constate cependant que les ouvriers passent un peu plus de temps à l'usine que les cadres ne le font dans leur bureau (sept minutes de plus par jour, soit plus d'une demi-heure par semaine). Le temps de travail effectif varie sensiblement selon les secteurs : les non-salariés travaillent une heure à minutes de plus que les salariés du secteur privé et une heure trente-huit minutes de plus que ceux du secteur public, l'écart maximum étant de deux heures treize minutes.

En général, la journée de travail — à l'extérieur du domicile — est plus courte pour la femme (dix heures cinquante-trois minutes) que pour l'homme (onze heures seize minutes). Cette différence se traduit par un départ plus tardif le matin (une demi-heure) et une pause plus longue à midi.

La comparaison entre cette enquête, réalisée en 1974, et celle qui avait eu lieu en 1959 est édifiante. Deux points positifs en ressortent : un élargissement tout d'abord des horaires de travail, puisque partent désormais avant 18 heures 51 % des ouvriers, au lieu de 43 % en 1959, et 42 % des employés, au lieu de 18 %; une réduction de deux heures quinze minutes environ de la semaine de travail (quarante-trois heures pour les ouvriers et employés, au lieu de quarante-cinq heures trois minutes). Cette dernière amélioration est cependant largement atténuée par l'accroissement des temps de trajet : cinquante et une minutes par jour en 1974, au lieu de quarante-trois minutes. Soit un « péché » de quarante minutes par semaine qui absorbe le tiers de la réduction des horaires.

A Paris, ce phénomène est plus accentué, puisque les travailleurs de la région passent une heure seize minutes par jour, en moyenne, en transport, au lieu d'une heure six minutes en 1959, soit une augmentation de cinquante minutes par semaine. Le slogan « Boulot, dodo, métro » demeure toujours d'actualité.

(1) 47 % des patrons ne travaillent qu'à leur domicile, 23 % des ouvriers ne travaillent pas à midi ou travaillent de nuit.



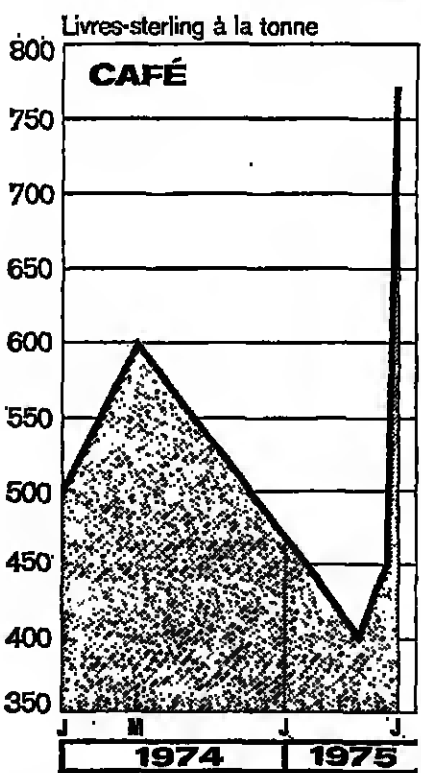
La hausse de 0,7 % de l'indice général des prix de détail français en juin a correspondu à une hausse de 0,9 % des produits alimentaires. Parmi ceux-ci, la viande de porc a monté de 1,5 % en un mois, tandis que les fruits augmentaient, pour le deuxième mois consécutif, de plus de 2 % : 2,9 % en juin après 2,5 % en mai. Certes, des guides barrières ont gêné la récolte de bien des vergers. Mais l'effet de contagion a sans nul doute joué, accentuant les effets de la raréfaction de certains produits sur le marché.

Ce mouvement ascendant des prix des produits agricoles peu transformés n'est d'ailleurs pas terminé, si l'on en croit la direction des prix, qui s'attend, dans les prochains mois, à de nouvelles hausses des denrées alimentaires, à l'exception peut-être de la viande de bœuf.

Le panier que connaissent les prix du pain de trible et des loyers parisiens est tout à fait temporaire : on saura d'ici peu si la limitation à 7,5 % de la hausse des loyers de juillet, recommandée par le ministre de l'économie et des finances, a été respectée par la majorité des propriétaires privés.

Le retournement des marchés

(Suite de la page 9.)



Compromettant les deux prochaines récoltes de café, le gel qui a frappé une partie du Brésil et du Paraguay, pays assurés plus du tiers de la production mondiale, a en quelques jours relancé la spéculation sur les marchés internationaux.

Même si la flambée récente des prix des céréales peut n'être qu'un feu de paille, le marché mondial du grain est redevenu « sensible » au moindre alés

Matières premières industrielles : début d'un lent redressement

Très sévèrement éprouvés par la crise mondiale et le déstockage massif qui en a résulté, les cours des grandes matières premières industrielles, qui avaient touché au printemps le fond de la baisse, commencent à se redresser lentement. C'est le cas du cuivre, dont le prix, tombé de 1400 livres la tonne en mai 1974 à 500 livres en janvier 1975, est récemment remonté à 600 livres. Certes, l'existence de stocks très importants (1,2 million de tonnes, soit plus de 15 % de la consommation annuelle) constitue un « matelas » propre à alimenter, en principe, toute reprise de la demande, donc à retarder un redressement appréciable des cours. Mais si les opérateurs sur les marchés mondiaux avaient l'impression que le processus inflationniste pouvait reprendre, ils commencent à se « couvrir », donc à stocker du cuivre, du zinc, du plomb ou de l'étain.

Un autre indice significatif est donné par la décision des producteurs américains d'aluminium — ils alimentent la moitié de la consommation mondiale — qui, en dépit d'une baisse de 20 % de leurs ventes, viennent de relever leurs

prix, au grand scandale des autorités fédérales. Quel qu'il arrive, le prix ne baissera plus désormais, car les entreprises entendent répercuter sur le consommateur l'augmentation régulière de leurs coûts de production. Un tel processus, qui contredit les théories antérieures sur la formation des prix, est lourd de conséquences pour l'avenir.

FRANÇOIS RENARD.

RÉFLEXIONS POUR LE VII^e PLAN L'inquiétude aidant...

QUE demande-t-on à une voiture ? D'être belle et rapide ou bien solide en cas d'accident, confortable, économique d'essence ? Que demande-t-on à un appartement : d'avoir un style jeune, une cuisine équipée des derniers gadgets à la mode ou d'être bien isolé du bruit et de la température extérieure ? Ces questions et bien d'autres du même genre, peu d'industriels se les posent en des termes aussi simples. Quand un chef d'entreprise cherche, comme on dit, à « innover », c'est avant tout pour être le premier — et, pendant un temps, le seul — à mettre un produit sur le marché. Car cette forme de solitude est confortable : elle permet de vendre cher sans se soucier d'une concurrence qui n'existe pas.

Survient la crise du pétrole et l'on ose dire tout haut ce que chacun pensait tout bas : qu'en fait de progrès techniques et d'innovations, on gaspille

tant et plus sans utilité et souvent sans satisfaction. Une prise de conscience c'est probablement cela.

L'ensemble des réflexions que vient de publier un groupe de travail dirigé par M. Pierre Piganiol, sous le titre *Votes nouvelles pour la croissance*, sera donc probablement beaucoup mieux entendu qu'il ne l'aurait été il y a seulement cinq ans.

Que dit le rapport Piganiol ? Beaucoup de vérités de bon sens ; et par exemple : « La prolifération de nouveaux objets d'une valeur d'usage contestable coexiste avec une très grande difficulté de l'appareil de production à susciter des innovations significatives dans le substrat matériel de mode de vie. »

Nos voitures roulent à 150 ou 200 kilomètres à l'heure, mais il nous faut souvent plus d'une heure pour parcourir de faibles distances en ville ; on construit des ordinateurs de plus en plus perfectionnés mais les voyageurs continuent de grelotter ou de suffoquer dans les trains en hiver parce que les thermostats ne fonctionnent jamais correctement. Ces exemples, M. Piganiol ne les donne pas précisément, mais l'idée y est.

Pourquoi ces lacunes et ces paradoxes ? On sait bien les raisons qui empêchent la concurrence d'être un obstacle à la hausse des prix, les raisons qui font que souvent même la concurrence accélère l'inflation. Mais pourquoi nos systèmes de libre entreprise répondent-ils si mal, si imparfaitement, à des besoins souvent élémentaires ? L'intérêt des réflexions du groupe Piganiol est d'apporter des essais de réponses à des questions que maintenant chacun se pose.

En voici un. Dans le domaine de la recherche militaire ou spatiale, les techniciens savent, a priori, ce dont ils ont besoin : une fusée capable de parcourir telle distance en transportant telle charge, un avion capable de transporter tant d'hommes à telle vitesse et de voler à telle altitude. C'est à la technique de fournir les solutions adéquates. L'objectif préexiste aux moyens.

Dans l'industrie travaillant pour les besoins civils, le processus est exactement inverse : on fait l'inventaire de tout ce qui peut être fabriqué à partir des techniques existantes. Et cela sans se demander si vraiment on a bien besoin de tel ou tel produit, sans se demander non plus s'il ne faudrait pas chercher à satisfaire tels besoins vis-à-vis desquels la technique est muette pour l'instant. « Il serait naïf de croire, écrit le groupe Piganiol, que seules la destruction ou la stupidité des hommes sont cause de cette tendance universelle à inverser l'ordre des priorités, mais, puisque nous vivons, paraît-il, une ère de changements accélérés, il n'est pas interdit d'espérer qu'on finira par voir disparaître cette étrange déviation intellectuelle. »

ALAIN VERNHOLES.

Nuages sur l'avenir de Jaeger

(Suite de la page 9.)

Le départ de la branche aéronautique risque, selon les cadres et les syndicats ouvriers, de rendre encore plus fragile la société. Quant à l'emploi d'abord, l'arrêt de l'embauche et les départs naturels ont déjà ramené les effectifs de six mille huit cents à six mille salariés. Sur le plan financier, le nouveau Jaeger sera « davantage encore dans les mains de V.D.O. ». Or cette firme, font remarquer les cadres, est elle aussi, en difficultés ; ne doit-elle pas payer au fisc allemand près de 30 millions de deutschemarks pour fuite de capitaux en Suisse ?

Le personnel, qui « n'entend pas être mangé » et n'importe quelle sauce », au gré des changements éventuels de propriétaires, souhaite donc une solution française. « Aidez-nous avant que la tirelire ne se casse », ont demandé les syndicats au gouvernement. Leurs raisons ? Outre un attachement psychologique et profond à l'entreprise, ils insistent sur le renom international de la marque Jaeger, sur le fait que « la firme n'est pas un canard boiteux » et que, par le passé, elle a « payé » la croissance de l'industrie automobile et

aéronautique. « Sur intervention des pouvoirs publics, nous avons fait des efforts coûteux pour Concorde, Airbus, Mercure ; les prix de nos équipements automobiles n'ont pas suivi ceux des voitures. Or nous sommes le seul fabricant français de tableaux de bord ; ce serait dommage de nous laisser éclater. »

Que demandent les cadres et les syndicats ? Une participation de compagnies d'assurance ou de l'IDI ; voire des aides de l'Etat. Mais les pouvoirs publics en ont-ils les moyens ? Jaeger n'est pas la seule firme à traverser une crise.

Selon un rapport du Crédit national, cité par les cadres eux-mêmes, sur vingt et une sociétés du secteur automobile, sept ont un endettement trop élevé et manquent de fonds propres. Au total, le besoin de financement est de 600 millions de francs. « Nous, ajoutent les cadres de Jaeger, nous réclamons seulement 60 millions de francs. Nous sommes vulnérables, mais la situation, aujourd'hui, n'est pas catastrophique. » Pour la première fois, dans la société, les cadres se sont regroupés et, parallèlement aux syndicats, ils tirent à temps, espèrent-ils, la sonnette d'alarme.

JEAN-PIERRE DUMONT.



Levage du comble couvert et isolé en une seule opération.

Le bâtiment n° 5 de la Porte de Versailles, qui avait brûlé en mai dernier lors de la Foire de Paris, sera entièrement reconstruit fin août 1975.

La C.M.E., Constructions Métalliques et Entreprises, a relevé ce défi. Spécialiste de la conception et de la réalisation d'ouvrages métalliques, la C.M.E. utilise, pour tenir ce délai-record, une technique de charpente brevetée sous le nom de « structure caniveau ».

Ce procédé, d'un prix très intéressant, permet en effet de réaliser, dans des délais très courts, de très grandes surfaces couvertes en matériaux légers ou en complexe multicoques : ceci pour des pentes extrêmement faibles.

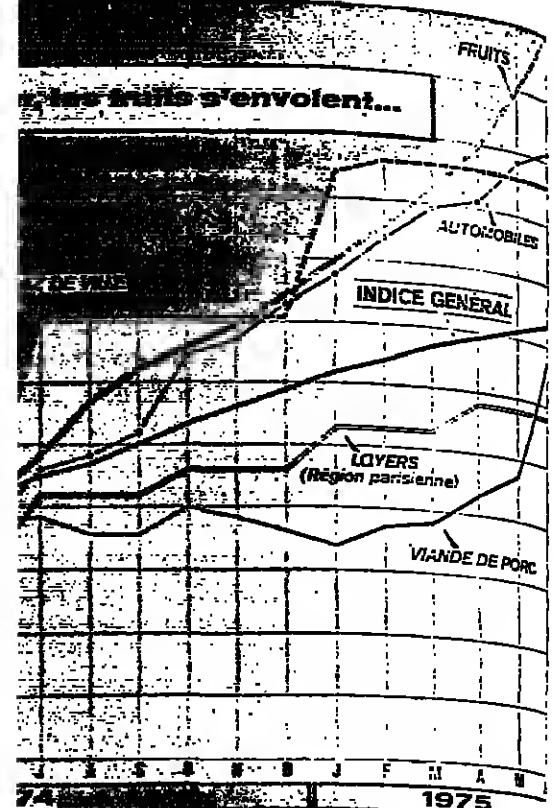
Le nouvel édifice couvrira 8.500 m² et atteindra 9,50 m de hauteur.

Division Bâtements Industriels 13 rue Damer 89355 Lyon Cedex 2 Tél. : (78) 69.50.04

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

سكننا من الاجل

NDE DE L'ECONOMIE



Les produits agricoles... Les prix... Les salaires...

BIOGRAPHIE

5 POUR LE VII^e PLAN

étude aidant... Nos visiteurs... Les salaires...

Le Monde... Services des Abonnements... ABONNEMENTS... FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. - COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)...

« Lieux d'Église » un livre pour pèlerins-touristes

Vacances ne rime pas forcément avec indolence. Nombreux sont ceux qui aiment profiter de leurs vacances pour se cultiver, approfondir leur foi ou découvrir un nouvel art de vivre.

Fondateur d'une association de protection contre les sectes

LE DOCTEUR CHAMPOLLION EST MORT (De notre correspondant.) Rennes. — Le Dr Guy Champollion est décédé à Rennes le jeudi 31 juillet à l'âge de cinquante-quatre ans.

LE PÈRE THÉO VAN ASTEN ANCIEN SUPÉRIEUR DES PÈRES BLANCS ANNONCE QU'IL VA SE MARIER

Rome (A.F.P.). — Le Père Théo Van Asten (néerlandais), ancien supérieur des Pères blancs, estime opportun « continuer à servir le tiers-monde comme laïc marié plus efficacement qu'un religieux ».

Le Monde... Services des Abonnements... ABONNEMENTS... FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. - COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)...

RELIGION Des milliers de jeunes étudient la Bible à Bruxelles

Le spectacle Billy Graham De notre correspondant Bruxelles. — Notre Dieu n'est pas mort. Désolé pour le titre, ce n'était qu'une des innombrables inscriptions sur les tee-shirts des quelques milliers de jeunes venus étudier la Bible dans l'ancien grand palais de l'Exposition universelle de 1958 où ils ont vécu pendant dix jours, dormant dans des sacs de couchage et se nourrissant dans des cantines improvisées.

L'ÉPISCOPAT ITALIEN CONDAMNE UN RECUEIL DE PRIÈRES EUCHARISTIQUES

Rome (A.F.P.). — La conférence épiscopale italienne a condamné publiquement un livre de prières eucharistiques que le jésuite italien Piero Erba a écrit pour les communautés de base.

LE PÈRE BRIGNOLI, QUARANTE-NEUF ANS, UN DES FONDATEURS DU MOUVEMENT CONTESTATAIRE

Le Père Brignoli, quarante-neuf ans, un des fondateurs du mouvement contestataire, a été élu à la présidence de la Conférence des évêques italiens le 2 août.

Journal officiel Sont publiées au Journal officiel du 3 août 1975 : Nationale d'aptitude aux fonctions de praticien-conseil chargé du contrôle médical du régime agricole de protection sociale (section médicale)...

CATASTROPHES 188 MORTS DONT 181 TRAVAILLEURS MAROCAINS

Le Boeing qui s'est écrasé près d'Agadir a-t-il été trompé par la brume ?

« Un avion de ligne Boeing-707 appartenant à la compagnie jordanienne Atlas et affrété par Royal Air Maroc, transportant cent quatre-vingts passagers et sept membres d'équipage, et assurant la liaison Paris-Le Bourget-Agadir, s'est écrasé dimanche 3 août, vers 4 h. 30, à 70 kilomètres au nord-est d'Agadir. L'épave de l'avion a été localisée. Il n'y a pas de survivants. Une commission d'enquête réglementaire a été désignée par le ministre des Travaux publics. Elle est le communiqué publié par les autorités marocaines.

AUJOURD'HUI MÉTÉOROLOGIE



SCIENCE UNE CALOTTE CRÂNIENNE VIEILLE DE 150 000 ANS EST DÉCOUVERTE EN CHARENTE

La calotte crânienne d'un jeune hominidé, qui vivait à la croisière, phase de la période glaciaire du Riss (Il y a cent cinquante mille ans), a été mise au jour, récemment, en Charente. Cet os fossile reposait dans la brique (un congélateur fait de débris rocheux anguleux liés entre eux par un ciment naturel) remplissant la grotte Suard, située à La Chaise-de-Vouthon, sur la commune de Montebon (à une trentaine de kilomètres à l'est d'Angoulême). Il est encore trop tôt pour que l'os fossile ait pu être étudié. Toutefois, on est sûr qu'il s'agit d'un crâne d'homme. Et il est probable que celui-ci est du même type déjà mis en évidence par des trouvailles faites antérieurement dans la même grotte.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1218 Ne saurait être beau sans être noble : PRÉFIXE VERTICALEMENT... SOLUTION DU PROBLÈME N° 1217

صكنا من الاصل

ARTS ET SPECTACLES

Antibes

Mises complètes encore pour l'artiste comme Anthony Braxton... M. Daniel Mesgnoch et les comédiens de la Cellule de création...

festivals

THÉÂTRE ET DANSE A AVIGNON

«PÉPÉ GUSTAVE VOIT ROUGE»

Il travaille en usine. Elle est gardienne d'immeuble. Il souffre de l'estomac et fait un flexion sur son grand-père... Cette comédie de Ivan Vanecko est d'une misogynie ouverte.

Carlson, Blaska et Bartoluzzi dans les arènes

Lorsqu'on observe la foule des spectateurs de la Cour d'honneur, prenant avec étonnement possession de leurs dangereux petits sièges électrobalais, on est frappé par son caractère hétéroclite... Mais les ovations, les triomphes, sont allés à Paola Bartoluzzi.

VERDI A ORANGE

«Otello ? J'y étais»

Huit mille ? Douze mille ? Combien étaient-ils ceux qui, bravant la canicule, les embouteillages du premier week-end d'été... C'est cependant pour la mise en scène que le problème se pose avec le plus d'acuité.

VERDI A ORANGE

«Otello ? J'y étais»

inhabituelles depuis le départ de Cécilidache. Il n'en reste pas moins que, faite de pouvoir vraiment s'écouler les ans les autres, comme dans une salle fermée, les musiciens ne parviennent pas toujours à une cohésion absolue.

IO-TÉLÉVISION

ENTENDU

La voix-prétexte

Le Monde publie tous les samedis, numéro daté du dimanche, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

LUNDI 4 AOUT

CHaine I : TF 1. 20 h. 30, Film : « L'Enter est pour les héros ». De D. Siegel (1962), avec Steve Mas Green, B. Darin, J. Colburn... FRANCE-CULTURE. 20 h. (R.), « Sonna », de R. Janet.

MARDI 5 AOUT

CHaine I : TF 1. 20 h. 30, Les animaux du monde ; 21 h. Jeu : Le blanc et le noir 21 h. 45, Les grands mystères de la musique... FRANCE-MUSIQUE. 20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres (1945), Orchestre symphonique de Paris.

Cinéma

«BRANNIGAN»

John Wayne est une institution américaine, au même titre que le Statue de la Liberté ou les abattoirs de Chicago. Le sort de son milieu neutre, de ses grands espaces de l'Ouest, est risqué gros pour des raisons incertaines.

PRESSE

LE CONFLIT DU «PARISIEN LIBÉRÉ»

Nos perspectives sont radicalement différentes

En réponse à un dossier d'une dizaine de pages qu'il leur avait envoyé début juillet sur l'affaire établie, les dirigeants nous-mêmes des paroliers de Paris viennent de faire parvenir une réponse... On relève dans cette lettre deux points principaux :

A Saint-Ouen

L'IMPRIMERIE CHAIX SERAIT EN DIFFICULTÉ

La situation de l'imprimerie Chaix, à Saint-Ouen, serait des plus graves, annonce dans un communiqué les dirigeants C.G.T. de l'entreprise, qui affirment, selon des indications qu'ils ont recueillies auprès de la direction de l'entreprise, celle-ci pourrait soit fermer ses portes avant le mois de septembre, soit licencier 30 à 40 % de ses effectifs qui représentent environ six cent cinquante personnes.

CONVENTION FDF ET A2

Le 22 août, président de la commission de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, a présidé la réunion de la commission de l'Assemblée nationale, présidée par M. Jean-Pierre Chevènement.

CARNET

Mariages

— Brigitte Dehail et Pierre Bézard ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 12 juillet 1975 à Saint-Julien-sur-Sarthe (Orne).

Décès

— Mme Charles Assolay, M. le docteur Robert Assolay, ses neveux, nièces, et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de leur oncle, le docteur Charles ASSOLAY, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, survenu le 31 juillet 1975, à Paris. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 2 août 1975, au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille, 6, rue Victor-Hugo, 24000 Paris.

— Mme Jean-Marie, M. et Mme Jean-Jacques Desnoes, M. Olivier Fournier, M. et Mme Jean-Claude et leurs fils, M. et Mme Pierre Courtois et leur fils, M. et Mme Jean-Marie Brune et leur fils, ont le plaisir de faire part du décès de leur oncle, le docteur de médecine Jacques HUBERT, leur beau-père, leur oncle et grand-père, survenu le 31 juillet 1975, en son domicile à Paris.

Visites et conférences

MARDI 5 AOUT

— VIEUX GUILDETS ET PROMENADES de la région atmosphérique, 15 h. 58, rue de Richelieu, Mme Legrand; — Bibliothèque nationale, 15 h. 58, devant Néphtis, Mme Lemarchand; — Saint-Germain-l'Auxerrois, 15 h. 58, rue de la Harpe; — Des arts de la ville à la montagne, 15 h. 58, rue de la Harpe; — M. Zujewski, « Saint-Séverin et son quartier », 15 h. 58, rue Saint-Louis-en-l'Île; — Les hôtels de l'île Saint-Louis, 15 h. 58, rue de la Harpe; — Le Saint-Croix-de-Bretagne, « Le Marais », (Mme Barthe), 15 h. 58, place du Palais-de-Justice; — M. Zujewski, « Paris et son histoire », (Paris et son histoire).

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de sa mort, ceux qui l'aimaient pensent à Yvonne BLIN.

Remerciements

— Les familles Benhata, Ferry, Benichou, Bentelita, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil de trouver l'expression de leur gratitude pour toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur oncle, le commandant Ahmed MENALAH BEN HADJ DEBIAOUL.

Juste

— M. Roger répond ainsi à une question posée par M. J. Fauly, ingénieur en chef de la Météorologie nationale, dans le dernier numéro de la revue la Météorologie : la catastrophe de Liévin a-t-elle été provoquée par la baisse de la pression atmosphérique ?

Automobile

La Volvo 264 : du solide, mais du cher

Un char d'assaut est moins discret. Le silhouette des nouvelles Volvo est connue : les véhicules de sécurité ne peuvent prétendre aux prix d'élégance mais ils ont au moins l'avantage d'être solides et de couvrir à la préservation de la race des conducteurs. Du moins ceux qui considèrent la route comme un moyen et non comme un but.

Justice

La catastrophe de Liévin a-t-elle été provoquée par une baisse brutale de la pression atmosphérique ?

La chute barométrique survenue dans la nuit du 26 au 27 décembre 1974 et la catastrophe de Liévin qui le 27 décembre à l'aube, provoqua la mort de quarante-deux mineurs, constitueraient une coïncidence purement fortuite. Selon M. Claude Froger, des Charbonnages de France, il n'y a aucune relation de cause à effet entre la phénomène météorologique et le coup de grisou, étant donné la configuration particulière du gisement de Liévin.

Automobile

Un handicap important

Telle qu'elle est, avec ses trois boîtes de vitesses au choix, sa légèreté (elle est conçue pour durer quinze ans), sa sécurité, sa puissance, et même sa légèreté (1 350 kg, c'est un tout petit peu plus que le Renault 30 TS et beaucoup moins que le Peugeot 604), la Volvo 264 aurait dû se tailler le part du lion. Mais la Suède est encore loin du Marché commun. La version GL (1) coûte presque deux fois plus que la Renault 30 TS, qui est déjà une voiture très sûre. Le handicap est important : il la pénalise même face à la concurrence de berlines allemandes de cylindrées voisines. Dommage. Le rapport qualité-prix est ici primordial. Le solide coûte très cher.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

CONSTRUCTION NAVALE

Les conditions financières d'un regroupement des chantiers ne sont pas remplies

estime-t-on à Dunkerque

De notre correspondant

Dunkerque. — La déclaration gouvernementale concernant le regroupement des cinq chantiers navals français en deux grandes unités ne suscite pas plus d'enthousiasme à Dunkerque qu'à Toulon (le Monde du 1^{er} août). En novembre 1973, le président des Chantiers de France-Dunkerque (groupe Schneider), M. Gérard Chanchal, s'était, certes, fait l'avocat d'une meilleure cohésion de l'industrie navale française. Son point de vue concorde avec celui que vient d'exposer M. Marcel Cavallé, de moins sur les motivations.

ENVIRONNEMENT

Dans les Alpes-Maritimes

PREMIERS SURVEILLANTS ANTIPOLLUTION

(De notre correspondant)

Nice. — Entre le Fort-Carré et Antibes et l'embouchure du Var (Alpes-Maritimes), les premiers et surveillants de plage ont fait leur apparition. Au nombre de sept — casquettes, short et tee-shirt — ces contractuels du soleil imaginés par la cellule d'intervention contre la pollution dans les Alpes-Maritimes (CIPALM), ont pour mission d'éviter que les baigneurs ne deviennent les principaux artisans des nuisances dues à la pollution des plages. Ils veillent à ce que l'on utilise les poubelles placées le long du littoral, à ce que les arrêtés municipaux tels que ceux qui interdisent l'accès des plages aux chiens non tenus en laisse soient appliqués.

ENVIRONNEMENT

Dans les Alpes-Maritimes

SIX PERSONNES SONT ÉCROUÉES POUR VIOLENCES VOLONTAIRES SUR UN GROUPE D'ALGÉRIENS

Six des auteurs de l'expulsion punitive commise mardi 29 juillet contre un groupe d'Algériens attablés à une terrasse de café à Obernai (le Monde du 2 août) ont été incriminés samedi 2 août de violences volontaires contre celui qui, selon elle, aurait l'organisateur de cette expulsion, et qui a été aperçu vendredi 1^{er} août à Obernai alors qu'il venait de renverser les Algériens avec sa voiture.

ENVIRONNEMENT

Dans le Bas-Rhin

La catastrophe de Liévin a-t-elle été provoquée par une baisse brutale de la pression atmosphérique ?

La chute barométrique survenue dans la nuit du 26 au 27 décembre 1974 et la catastrophe de Liévin qui le 27 décembre à l'aube, provoqua la mort de quarante-deux mineurs, constitueraient une coïncidence purement fortuite. Selon M. Claude Froger, des Charbonnages de France, il n'y a aucune relation de cause à effet entre la phénomène météorologique et le coup de grisou, étant donné la configuration particulière du gisement de Liévin.

Automobile

La Volvo 264 : du solide, mais du cher

Un char d'assaut est moins discret. Le silhouette des nouvelles Volvo est connue : les véhicules de sécurité ne peuvent prétendre aux prix d'élégance mais ils ont au moins l'avantage d'être solides et de couvrir à la préservation de la race des conducteurs. Du moins ceux qui considèrent la route comme un moyen et non comme un but.

Automobile

Un handicap important

Telle qu'elle est, avec ses trois boîtes de vitesses au choix, sa légèreté (elle est conçue pour durer quinze ans), sa sécurité, sa puissance, et même sa légèreté (1 350 kg, c'est un tout petit peu plus que le Renault 30 TS et beaucoup moins que le Peugeot 604), la Volvo 264 aurait dû se tailler le part du lion. Mais la Suède est encore loin du Marché commun. La version GL (1) coûte presque deux fois plus que la Renault 30 TS, qui est déjà une voiture très sûre. Le handicap est important : il la pénalise même face à la concurrence de berlines allemandes de cylindrées voisines. Dommage. Le rapport qualité-prix est ici primordial. Le solide coûte très cher.

Automobile

Un handicap important

Telle qu'elle est, avec ses trois boîtes de vitesses au choix, sa légèreté (elle est conçue pour durer quinze ans), sa sécurité, sa puissance, et même sa légèreté (1 350 kg, c'est un tout petit peu plus que le Renault 30 TS et beaucoup moins que le Peugeot 604), la Volvo 264 aurait dû se tailler le part du lion. Mais la Suède est encore loin du Marché commun. La version GL (1) coûte presque deux fois plus que la Renault 30 TS, qui est déjà une voiture très sûre. Le handicap est important : il la pénalise même face à la concurrence de berlines allemandes de cylindrées voisines. Dommage. Le rapport qualité-prix est ici primordial. Le solide coûte très cher.

Automobile

Un handicap important

Telle qu'elle est, avec ses trois boîtes de vitesses au choix, sa légèreté (elle est conçue pour durer quinze ans), sa sécurité, sa puissance, et même sa légèreté (1 350 kg, c'est un tout petit peu plus que le Renault 30 TS et beaucoup moins que le Peugeot 604), la Volvo 264 aurait dû se tailler le part du lion. Mais la Suède est encore loin du Marché commun. La version GL (1) coûte presque deux fois plus que la Renault 30 TS, qui est déjà une voiture très sûre. Le handicap est important : il la pénalise même face à la concurrence de berlines allemandes de cylindrées voisines. Dommage. Le rapport qualité-prix est ici primordial. Le solide coûte très cher.

A PROPOS DE...

La fin des essais du supersonique franco-britannique

Concorde bon pour le service

Concorde vient de terminer ses vols d'endurance au départ de Paris vers Rio-de-Janeiro, Caracas et Gander à Terre-Neuve. Du 23 mai au 2 août, l'équipe de série n° 3 a ainsi parcouru 603 000 kilomètres en 376 heures de vol, dont 257 à vitesse supersonique. Six équipages d'Air France assistés par des pilotes d'essais de l'Aérospatiale se sont relayés aux commandes de l'appareil.

Le président de la République utilisera Concorde, qui pourrait entrer en service commercial de 25 décembre ou le 1^{er} janvier prochains, pour se rendre le jeudi 7 août en visite officielle au Zaïre.

« Les résultats de ces cent vingt-quatre vols sont extrêmement satisfaisants. Au cours de ces vols, il n'a été enregistré que sept retards dus à des causes mineures, a déclaré M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports. Avant même qu'il ait reçu son certificat de navigabilité définitif, Concorde est d'ores et déjà reconnu par les spécialistes aéronautiques comme étant bon pour le service. »

Rupture de chaîne

La décision fédérale ne concernera cependant que l'atterrissage à Washington. Pour les autres villes, dont New-York, escale la plus importante pour les compagnies aériennes, les conseils d'administration des aéroports gardant pouvoir de décision.

Faits et projets

Circulation

En Angleterre

DES FEUX ROUGES DE DIX MINUTES

Londres (A.P.F.). — Pour tenter de dissuader les automobilistes d'utiliser leur voiture pour se rendre dans le centre de la cité, la ville de Nottingham (centre Anglaise) a décidé d'installer sur les voies d'accès à la ville des feux rouges qui resteront au rouge pendant dix minutes.

Faits et projets

Pêche

ACCORD SINO-JAPONAIS. — Après plus de deux ans de négociations, le Japon et la Chine sont convenus d'un accord sur les pêcheries qui sera signé le 3 août à Pékin. Ce sera le quatrième accord entre les deux pays depuis la normalisation en septembre 1972 de leurs relations diplomatiques. Les trois précédents portaient sur les relations commerciales, les transports maritimes et les liaisons aériennes. — (Reuter.)

Faits et projets

Pêche

ACCORD SINO-JAPONAIS. — Après plus de deux ans de négociations, le Japon et la Chine sont convenus d'un accord sur les pêcheries qui sera signé le 3 août à Pékin. Ce sera le quatrième accord entre les deux pays depuis la normalisation en septembre 1972 de leurs relations diplomatiques. Les trois précédents portaient sur les relations commerciales, les transports maritimes et les liaisons aériennes. — (Reuter.)

Faits et projets

Pêche

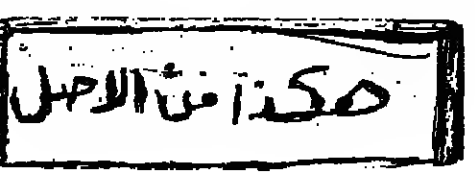
ACCORD SINO-JAPONAIS. — Après plus de deux ans de négociations, le Japon et la Chine sont convenus d'un accord sur les pêcheries qui sera signé le 3 août à Pékin. Ce sera le quatrième accord entre les deux pays depuis la normalisation en septembre 1972 de leurs relations diplomatiques. Les trois précédents portaient sur les relations commerciales, les transports maritimes et les liaisons aériennes. — (Reuter.)

LA VIE ÉCONOMIQUE

Qui po...

Coopération avec la Pologne : 250 sp...

OPERATION POLONAISE : 250 sp...



صحة من الاصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(Publicité)

CONJONCTURE

Le ministère de l'industrie affirme avoir «sauvé» cent dix mille emplois en un an

Les pouvoirs publics ont «sauvé» cent dix mille emplois industriels depuis un an, affirme un bilan publié par le ministère de l'industrie et de la recherche. En un peu plus d'un an, les services de M. d'Ornano ont reçu quatre cent quatre-vingt-dix demandes d'interventions de la part d'industriels, concernant un total de cent dix mille emplois.

Sur cet ensemble qui excède les « gros dossiers » du type Citroën) : 350.000 emplois ont été sauvegardés, soit 100.000 de plus qu'en 1974.

Cinquante-quatre entreprises (représentant dix-huit mille emplois) n'ont pu faire l'objet d'aucune solution industrielle, en raison de leur trop grande dégradation économique. Les difficultés de ces entreprises proviennent généralement, indique le ministère, d'une carence de gestion effective de longue date, dont notamment de la mauvaise gestion des stocks et du vieillissement du matériel.

En ce qui concerne la Société Grandin, dont tout le personnel a été licencié après règlement judiciaire en janvier, le ministère de l'industrie indique que la reprise des activités ne sera possible qu'à partir de la fin de l'année.

«L'HUMANITÉ» CRITIQUÉ SÉVÈREMENT UN ARTICLE DE JACQUES ATTALI

Dans l'Humanité de ce lundi 4 août, Jean-Claude Poulain critique sévèrement l'article de Jacques Attali publié dans nos colonnes le 2 août (« Elargir l'horizon »). « Au lieu d'analyser les contradictions réelles, effectives, du système actuel de production, il s'en tient au bavardage habituel des idéologues bourgeois concernant notamment la « psychologie », le « manque de « motivations », etc. »

Déplorant ensuite que Jacques Attali n'ait pas même mentionné l'expression de « programme commun » et le mot « nationalisation » dans la partie de son article consacrée aux remèdes, l'Humanité ajoute : « En fin de compte, Jacques Attali propose

LE FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE VA RENAITRE DANS LA PROCHAINE LOI DE FINANCES.

La préparation d'un fonds d'action conjoncturelle me semble particulièrement adaptée aux problèmes de la période actuelle, et le principe d'un tel fonds sera un des points sur lequel le gouvernement se prononcera à l'occasion du conseil des ministres où sera définitivement arrêté le projet de loi de finances pour 1976 », écrit M. Fourcade dans la réponse qu'il adresse à M. Fernand Lévy, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui avait interrogé sur ce point.

L'efficacité de la mise en œuvre éventuelle de ce fonds, ajoute M. Fourcade, ne doit cependant pas nous conduire à en oublier les limites : dans son principe même, elle fait passer la plus grande part de l'intervention publique par l'intermédiaire d'un secteur privé, celui des travaux publics. Quelle que soit son importance dans notre pays, je ne crois pas qu'on puisse faire supporter à un seul secteur tout le poids de la régulation. Il en résulterait pour lui des à-coups trop importants pour ne pas lui être préjudiciables.

ACCORD QUINQUENNAL 74-79
Coopération avec la Pologne
sous la responsabilité de Stéphane ROBERTYNE, ingénieur ISE
SECTION POLONAISE : 250 SPÉCIALISTES
• traductions et interprétations techniques.
• détachement d'ingénieurs bilingues.
• formation de techniciens.
• préparation de glossaires professionnels.
C.E.C.E., 36, rue Claude-Terrance, 75016 Paris 525-45-32

En Allemagne fédérale Les mesures de relance n'auront qu'une faible portée

DECLARE LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Bonn (A.F.P. Agéfi). — Le ministre fédéral allemand de l'économie, M. Hans Friderichs, a mis samedi 2 août l'opinion publique en garde contre de trop grands espoirs concernant le nouveau programme de relance de conjoncture préparé par le gouvernement.

Dans une interview radiodiffusée par le Suedwestfun, le ministre a précisé que « le nouveau programme de relance n'aurait qu'un effet limité. Il concernera surtout l'industrie du bâtiment, qui cause le plus de soucis au gouvernement ».

« Une reprise durable de la conjoncture économique ne dépend pas, selon le ministre, de la dépense de 1 milliard de DM en plus ou en moins dans un programme particulier, mais de l'adoption par tous les groupements septennaires de la République fédérale de la nécessité de se montrer à l'avenir dans leurs revendications plus modérés qu'ils ne l'ont été dans le passé. Tous ont déjà ces derniers en matière de salaires, de leurs moyens. » De ce fait, estime M. Friderichs, on a trop consommé et insuffisamment investi.

« Il faut donc, a-t-il conclu, améliorer le climat pour les investissements. La part des dépenses publiques dans la production des biens de la nation doit pour le moins cesser d'augmenter. Il faut leur ouvrir courtoisement les portes de la croissance sans que cela entraîne de graves problèmes de sécurité sociale. »

M. Friderichs a par ailleurs annoncé que les carnets de com-

EMPLOI M. DURAUFOUR ET LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

Qui pourrait être dupe ? demande «l'Humanité»

L'article de M. Duraufour, ministre du travail, et Minin à tour de main, à plusieurs reprises, dans le Monde du 3-4 août, fait l'objet d'un commentaire critique dans l'Humanité du 4 août, sous le titre « Main à tour et tourment ».

M. Duraufour reconnaissant que la situation du travail manuel se détériore, l'Humanité écrit : « S'agit-il d'une tardive autocritique ? Pas le moins du monde. Croquant sans doute que le travailleur manuel a oublié à quel il doit le sort qui lui est fait, le ministre a ce point qui le tient pour incapable de comprendre ce qu'il se passe sur le terrain de la grande bourgeoisie capitaliste, oubliant qu'il est lui-même responsable de la gestion d'une société où l'ouvrier manuel est traité au rang d'un salarié de seconde zone. M. Duraufour d'appuyer sur le constat de carence du pouvoir au nom duquel il parle pour, en un tournemain, évoquer « les grandes orientations d'une nouvelle politique sociale » et le calendrier de réformes « destinées à changer radicalement la condition des travailleurs manuels ».

Cet art de renverser les rôles et de faire croire que le pouvoir est de ce gouvernement. Gisard fait décidément école. Mais qui pourrait être dupe ? Qui pourrait croire que le pouvoir est de ce gouvernement. Gisard fait décidément école.

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, le point culminant du chômage ne doit être atteint que durant les premiers mois de 1976, selon les prévisions de l'Institut d'études économiques de Munich. D'après lui, il faut prévoir 1,4 à 1,5 million de chômeurs au début de l'année prochaine. Une amélioration sensible de la situation ne peut provenir, selon cet institut, que d'une reprise qui accroît le produit national brut d'au moins 4 à 5 % en 1976. Même dans ce cas, un chiffre de 1,1 million de chômeurs devrait être prévu pour l'année prochaine. — (A.F.P.)

sortir de la crise
sans aggraver l'inflation !...
Pour y croire, lisez le livre de Jacques VILLEMOT
RELEVER LES DEFIS
Problèmes d'aujourd'hui
Édité par la Pensée Universelle
7, rue des Carmes - 75003 Paris
Un livre dont la presse ne parle pas.

CORPORATIONS STANDING TENDERS BOARD CALABAR PORT DEVELOPMENT PROJECT

INVITATION FOR PRE-QUALIFICATION OF TENDERERS NIGERIAN PORTS AUTHORITY

Applications are invited from suitably experienced contractors for prequalification to tender for the construction of the Calabar Port Development Project.

Tenders for the project will be invited only from contractors who have been pre-qualified.

The project briefly consists of the following :

1. Dredging to a profile for channel adjustment to a depth of 7 m in places in the main soiling channel, 9 m in turning basin and 14 m along new quay structure. Total volume to be dredged is estimated at 4 million m³. The material is unconsolidated sands, silts and clays.
2. Excavation and embankment of some 1 million m³ of stratified sandy clays, silts and clays for the new port area.
3. Supply and placement of some 35,000 m³ of rip-rap (crushed quarry rock) below the quay deck structure.
4. Construction of a 40 to 80 m wide x 860 m long R.C. quay structure (some 50,000 m²), 0,5 m thick, complete with crane tracks and other auxiliaries, supported on some 1850 concrete filled steel coasings, 20 and 30 m deep.
5. Construction of a paved access road, gate facilities, paved port area road network and parking and storage areas.
6. Construction of 3 transit sheds and 2 warehouses each 7000 m² using rigid steel frame construction supported on piles.
7. Construction of a 4500 m² total, 3-storey administration building and clinic, and miscellaneous other auxiliary buildings.
8. Utilities.
 - (a) Construction of water main, water tower and water distribution network inside port area.
 - (b) Construction of dual sanitary sewage collection and disposal system and sanitary sewage treatment plant.
 - (c) Construction of electrical power supply system and exterior lighting and interior installations.
 - (d) Construction of telephone line network.
9. Provisions for surface drainage and storm sewers, slope protection and erosion control measures and other ancillary works associated with port developments.
10. Navigation aids for the entire soiling channel (80 km).

A brochure giving details of conditions and procedure for pre-qualification and scope of the work envisaged can be obtained on application from the Controller of Engineering, Nigerian Ports Authority, Private Mail Bag 12588, Lagos, or to Norconsult A.S., P.O. Box 9, 1322 Hovik, Norway.

Only contractors who have undertaken any one project of value Naira 10 million (Pounds Sterling 7,000 million and U.S. \$ 15,0 million) and above in harbour works or heavy civil engineering or moor contractors need apply.

All applications for pre-qualification should be forwarded to the Secretary, Corporation Standing Tenders Board, Private Mail Bag 12055, Lagos, in a wax sealed envelope and marked on the upper left hand corner « CONFIDENTIAL - PRE-QUALIFICATION FOR CALABAR PORT DEVELOPMENT PROJECT » and should reach him not later than 12 noon 8th September, 1975.

All firms wishing to tender should indicate whether or not their company is established in Nigeria in accordance with the Immigration Act and the Companies Decree 1968 and Revisions.

All replies shall be in the English language.

SECRETARY
Corporation Standing Tenders Board.

A PROPOS DE...

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

Le service de l'aviation franco-britannique

Le service de l'aviation franco-britannique a été créé le 1er juillet 1975. Il a pour but de faciliter les liaisons aériennes entre la France et le Royaume-Uni.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

La raison du plus fort

par M.-C. MAGNE (*)

On annonce encore de possibles manifestations « très chaudes » des viticulteurs du Midi. Quand on sait ce que furent les précédentes démonstrations — routes barrées, trains bloqués, camions vidés ou incendiés, etc. — on peut se demander ce qui va se produire maintenant dans ce pays du soleil, où tant de familles, de travailleurs de toutes catégories sociales, viennent chercher la détente à laquelle ils ont légitimement droit après une année de travail, dans des conditions souvent à la limite des possibilités de résistance humaine.

Mais ce OROIT légal au repos et à la paix, qui s'en soucie actuellement ? De même, qui, de nos jours, se soucie du droit des ouvriers qui voudraient travailler et en sont empêchés par des groupes plus puissants qu'eux ? Qui se soucie du droit des commerçants, dont on incendie les magasins ? Qui se soucie du droit des transporteurs dont on détruit les moyens de travail et dont on moleste ou blesse les employés ? Qui se soucie du droit d'un citoyen arrêté dans son parcours et mis dans l'impossibilité d'assister aux obsèques d'un parent proche ? Qui se soucie du droit de tous les vieux étendant en vain leurs mandats en fin de mois ? Qui se soucie du droit ?

Mais y a-t-il encore des droits ? Y a-t-il encore des lois ? Certes, pour celui qui, par malchance ou imprudence, commet une infraction mineure — en matière de circulation, par exemple, — la loi sera appliquée, souvent avec la plus extrême rigueur, mais réunissent un nombre suffisant de sympathisants et mènent la foule à un bâtiment public, s'écarter ou rosser un patron ou un fonctionnaire, détruire le récolte d'un voisin ayant d'autres intérêts que les vôtres, arrêter arbitrairement des centaines de voitures, camions, bateaux, stopper des trains entiers pendant plusieurs heures — alors que la S.N.C.F. est si pointilleuse... et si chère quand une fausse manœuvre faite de bonne foi par un particulier retarde la progression d'un convoi, — et vous êtes assuré de l'impunité quasi certaine : les forces de l'ordre n'auront pas eu le temps d'intervenir, n'auront reconnu personne, les décisions des tribunaux

elles-mêmes ne seront pas exécutées, et l'ombre et le silence se feront bientôt sur ce qui — normalement — devrait être considéré comme un grave délit ou, peut-être, un crime...

La seule constatation (positive ?) que l'on puisse faire, face à cet état de choses assez récent, mais, hélas !, de plus en plus courant, c'est que ce manque de réaction de l'autorité manifeste, indépendamment de toute notion de catégorie politique, sociale, philosophique ou économique ; le seul critère commun semble être celui de la FDCE du groupe considéré, et c'est bien là ce qui inquiète chaque jour davantage cette « majorité silencieuse » qui ne peut avoir oublié l'époque des programmes et des chemises brunes, quand des minorités éplaisantes, se plaçant au-dessus des lois, présentaient l'avènement du nazisme.

Alors, comment concevoir qu'une telle anarchie soit possible, actuellement, dans un pays organisé, pourvu d'un arsenal de lois parlementaires suffisant — sinon adéquat — pour permettre de faire face à cette situation, possédant les moyens matériels de faire respecter le droit, et où, d'ailleurs, les conjonctures sociale, économique, politique ne sont pas à proprement parler révolutionnaires ?

Il ne peut, nous semble-t-il, y avoir à cela que deux explications : ou bien le gouvernement, pour des raisons politiques pures qui lui sont propres et dont il évite de parler, ne veut ou ne peut faire appliquer les lois de ce pays, ou bien il reconnaît, — mais, hélas ! encore, sans le dire, — que ces lois ne sont plus applicables. Cette seconde hypothèse paraît avoir été confirmée par les faits au cours des derniers mois, que ce soit par les réformes proposées par le gouvernement ou par l'incroyable mansuétude dont ont fait preuve toutes les instances — y compris la justice, sous la pression de l'opinion publique — pendant les périodes qui les ont immédiatement précédées.

Mais alors, à cette explication est correcte, pourquoi attendre que la loi soit bafouée, la police et la justice ridiculisées, les citoyens étiqués et léés dans leur personne et dans leurs biens, les libertés foulées aux pieds, pourquoi attendre que s'installe un climat de chaos et d'enténébrement quotidien, pour proposer et mener à bien les réformes que les conditions de travail, de transport, de commerce de vis-à-vis en un mot, peuvent rendre inévitables ?

C'est la même question que l'on se pose chaque fois que l'on constate qu'à l'issue d'une grève l'employeur finit par céder aux exigences des travailleurs, et cela sans cesser pour autant de survivre. Ne serait-il pas plus rationnel, après toute calcul faite, d'accepter de suite des revendications dont on sait que la satisfaction est possible sans que soit mise en danger la vie de l'entreprise, qu'à refuser — mais cette fois définitivement et après avoir expliqué pourquoi — ce qui ne peut raisonnablement être exigé ? Un tel changement dans les habitudes acquises, outre qu'il aurait le mérite d'éviter de lourdes pertes pour les intéressés et pour l'économie du pays, n'aurait-il pas pour conséquence indirecte — mais non moins importante — de rendre plus directs, plus francs... et, pourquoi pas, plus agréables les rapports entre les parties ?

De même, une raté des lois caduques — comme ce fut le cas pour le divorce, l'interruption de grossesse, par exemple — accompagnée corrélativement d'une rigueur accrue dans le respect des lois et des libertés pour tous, ne serait-elle pas préférable à la situation actuelle où la seule raison reconnue est la force ?

Le pays de Descartes est-il devenu celui de Bismarck ? (*) Ingénieur retraité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DUMEZ

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 1975 du groupe Dumez s'élève à 670 millions de francs hors taxes. Au cours du premier semestre 1975, les travaux exécutés par le groupe ont représenté 1 152 millions de francs, répartis entre :

	1975	1974 (rapporté)
— Dumes Travaux publics	259	143
— Dumes Bâtiment	165	133
— Dumes Activités	608	378
— Dumes et autres filiales	122	28
	1 152	680

La progression d'activité par rapport au premier semestre 1974, supérieure à celle du premier semestre 69 % et représente 30 % sur les travaux en métropole et 87 % sur les travaux étrangers.

Le carnet de commandes représentait à fin juin 1975 un volume de 3 milliards de francs de travaux restant à exécuter. Le carnet de commandes a été renouvelé normalement en métropole, l'accroissement constant sur le secteur étranger provenant de commandes complémentaires en Libye, au Côte-d'Ivoire et au Ouzbékistan, de nouveaux au Maroc, au Zaïre et en Nigéria. La société Dumez précise à cet égard que le renouveau gouvernement a intervenu récemment dans ce dernier pays à la suite de perturbées l'activité de ses clients et ne doit pas affecter son implantation.

(Suite de la première page.)

Démobilisé en août 1919, il s'inscrit au parti socialiste et milite bientôt pour le ralliement à la III^e Internationale ; il adhère au parti communiste au lendemain du congrès de Tours. Mais, moins manifeste qu'anarcho-syndicaliste, il continue de militer dans les syndicats plus ou moins libertaires à Marseille, où il résida de 1920 à 1922.

En 1922, premier acte de sa double carrière, il est élu conseiller municipal et adjoint au maire de Chambon-Feugerolles tout en travaillant aux aciéries de Firminy. En 1923, il devient membre du bureau fédéral du parti communiste et l'année suivante, après une grève des métaux qui lui vaut quatre mois de prison, il devient secrétaire de l'Union des syndicats unitaires de la Loire (adhérant à la C.G.T.U., la C.G.T. « unitaire », pro-communiste, créée en 1921). A ces deux postes, il lutte pour l'orthodoxie contre la social-démocratie, d'une part, et l'anarcho-syndicalisme, d'autre part, pour la thèse bolchevique de la subordination du syndicalisme au parti.

En 1926, après avoir assisté au plénum du comité exécutif de l'Internationale à Moscou, il bifurque d'avantage vers l'action politique : il devient secrétaire du parti pour la région lyonnaise, qui englobe deux départements, et il entre au comité central à l'issue du congrès qui se tient le même année à Lille du 20 au 26 juin. En 1928, au retour du VI^e congrès de l'Internationale, qui le désigne comme membre suppléant du comité exécutif, M. Benoît Frachon fait partie du bureau politique et du secrétariat collectif du parti avec Maurice Thorez et Sémard, mais aussi les futurs « traîtres », Jacques Doriot et Célor. Le 21 juillet 1929, il est pris dans le coup de filet de la police qui ralla une bonne partie du comité central réuni près de Paris, à Ville-neuve-Saint-Georges ; il fut dix mois de prison et la Santé Libérée en mai 1930, il travaille avec Maurice Thorez puis M. Jacques Duclos à la réorganisation du parti, éprouvé par l'action et bientôt la dissidence du « groupe » Barbé-Célor issu des jeunes communistes. Mais il ne perd pas de vue pour autant, tout en continuant le second volet de ses responsabilités puisqu'il continue à diriger la commission syndicale centrale du parti.

En janvier 1933 — après le plénum du comité exécutif de l'Internationale — Benoît Frachon remplace Gaston Monmousseau comme secrétaire de la C.G.T.U. C'est un nouveau et décisif tournant dans sa carrière, mais, en fait, il la conduit parallèlement à ses responsabilités dans le parti qu'il conserve officiellement et exerce activement. Au printemps 1934, c'est lui qui aura le charge d'affronter Jacques Doriot et de limiter le désordre des cellules de son fief de Saint-Denis.

Lorsque, à l'indignation de l'Internationale, enfin inquiète de la montée de l'hitlérisme, les premières approches puis les premiers contacts ont lieu avec les socialistes, Benoît Frachon est au premier rang et il est là, avec Maurice Thorez et Marcel Gilton, lorsque ont la première fois, le 11 juin 1934, les dirigeants communistes s'assoient autour de la même table avec les délégués de la S.F.I.O. : Léon Blum et Jean Zyromski. Sans avoir le vedette, il sera dans les mois et les années qui suivent l'un des

A QUATRE-VINGT DEUX ANS

Benoît Frachon est mort

(Suite de la première page.)

trois artisans communistes du Front populaire avec Maurice Thorez et Jacques Duclos. Cependant, lorsque en mai 1935 le parti se prononce sur la participation au gouvernement Léon Blum, Benoît Frachon prend position contre, alors que Maurice Thorez est pour. Mais, fascinateur vingt ans plus tard que le secrétaire général du parti avant sa réélection, il avait mieux apprécié que nous les premiers et profonds changements que représenterait l'entrée d'action ainsi que le rassemblement autour de la classe ouvrière une de larges masses paysannes et des classes moyennes dans le Front populaire (« Humanité » du 29 avril 1935). En réalité, outre la crainte que la participation communiste fasse crépusculer le parti, il avait conscience que le gouvernement de la classe ouvrière une de larges masses paysannes et des classes moyennes dans le Front populaire (« Humanité » du 29 avril 1935). En réalité, outre la crainte que la participation communiste fasse crépusculer le parti, il avait conscience que le gouvernement de la classe ouvrière une de larges masses paysannes et des classes moyennes dans le Front populaire (« Humanité » du 29 avril 1935).

Depuis qu'il avait pris la tête de la C.G.T.U., Benoît Frachon avait travaillé à cette unité, et c'est lui qui avait Monmousseau et surtout Ramond avait pris en octobre 1934 les premiers contacts avec les délégués de la C.G.T.

En septembre 1935, les deux confédérations, qui tiennent au même temps leur congrès en des lieux différents, se retrouvent finalement dans la même salle. Mais il faut attendre le 2 mars 1935 pour que le congrès se réunisse à Toulouse, Etoile-temps, à l'inspiration de l'Internationale de Moscou, les unités avaient constitué une « nouvelle et grande commission » en reconnaissant contrairement à la nouvelle condition, l'indépendance du syndicalisme à l'égard du parti. Pour la matérialiser, Benoît Frachon quitte officiellement le bureau politique, mais en réalité il continue d'assister à toutes les réunions en réduisant la fameuse condition, c'est-à-dire en excluant « la constitution d'organismes agissant dans les syndicats comme fractions ».

Reunification et nouvelle scission

Le 7 juin Benoît Frachon joue un rôle déterminant au cours de la négociation des « accords Matignon » conclus sous l'égide du gouvernement avec le patronat. L'unité syndicale n'a pas peu contribué au succès des revendications des salariés. Mais une première fois ébranlée en 1932 lors des émeutes de Munich — Benoît Frachon avait demandé en vain l'exclusion du « munichois » Eskin — l'unité ne surviva pas en esprit à l'accord germano-soviétique. Les dirigeants communistes sont exclus du bureau de la C.G.T. le 15 septembre 1939, avant même la dissolution du P. C., qui n'interdira que le 23 ; ils seront d'ailleurs plus poursuivis à la suite de la publication d'une motion dans l'organe clandestin de l'Internationale. Mais Benoît Frachon échappe à l'arrestation et, d'ordre du parti, se cache dans la banlieue de Paris.

Dès lors, c'est une nouvelle étape. Avec M. Jacques Duclos, Benoît Frachon prend la direction du parti clandestin et le conserve jusqu'à la libération de Paris. Que cette mission soit trop donnée prouve à elle seule, s'il en était besoin, qu'il n'est cessé d'être l'un des chefs du parti et

d'avoir la confiance de l'Internationale.

Cependant la résistance rapproche assez tôt ceux que le pacte germano-soviétique avait opposés. Dès septembre 1942 les ex-unitaires communistes et les ex-confédérés non communistes se rencontrent et le 17 avril 1943, ils concluent un accord verbal sur la reconstruction d'une seule C.G.T., et c'est elle que Louis Saillant représente au C.I.R. Le 27 août 1944, dans Paris libérée le bureau de la C.G.T. reprend officiellement son activité ; il comprend cinq non-communistes et trois communistes seulement, dont Benoît Frachon. Deux secrétaires généraux sont nommés : M. Louis Saillant, en attendant le retour de Léon Jouhaux en mai 1945, et Benoît Frachon. Quoique minoritaires au secrétariat et au comité confédéral les communistes et singulièrement le premier d'entre eux, ont mené le jeu. Leur action sera parallèle à celle du parti communiste pour la défense nationale aussi longtemps que la guerre dure et pour la production aussi longtemps que le parti est au pouvoir, et en tout état de cause pour la conquête des fédérations, et donc le contrôle de la confédération.

Au congrès des 6-12 avril 1946, la partie est établie entre les deux tendances, et si Jouhaux reste l'égal de Frachon, en fait il ne représente pas le cinquième des mandats (cf. le Mouvement syndical, de Georges Lefranc, Payot).

L'exclusion des communistes du gouvernement Ramadier le 5 mai 1947, consécutive à la rupture Est-Ouest, ouvre une période de conflits, de grèves et de violences qui conduiront à une nouvelle scission de la C.G.T. les 19-20 décembre 1947. Mais cette fois ce sont les communistes majoritaires qui restent et leurs adversaires, — les amis de Force Ouvrière —, qui s'en vont. Groupés autour de l'hebdomadaire Force Ouvrière, ils avaient précédé la reprise du travail lors des grandes grèves de novembre et Benoît Frachon les avait ainsi interpellés dans l'Humanité : « Un groupe qui agit de la sorte ne saurait rien avoir de commun avec le mouvement syndical traditionnel. Tous les travailleurs le considèrent comme une entreprise de trahison... »

Pendant toute la guerre froide et jusqu'en 1956, Benoît Frachon fait face aux attaques lancées contre la C.G.T. et le P.C. ; il lera même l'objet d'un mandat d'arrêt, qui ne pourra être exécuté en mars 1953 malgré la fin de la guerre froide, les luttes communes et les tentatives d'unité de la gauche, nul n'espère plus la réunification de la C.G.T. et de la C.G.T. Force Ouvrière, constituée officiellement en avril 1948.

Bien que communistes et non-communistes soient à égalité au bureau confédéral et qu'il en ait été, pour l'essentiel, le secrétaire général de tendance socialiste, Alain Le Lay de 1947 à 1957, Benoît Frachon reste le patron de la C.G.T. en même temps que le numéro deux ou trois du P.C. Il ne cesse d'ailleurs de liquer au bureau politique en droit ou en fait. Mais lors du drame de Budapest et lors de l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie, il s'aligne pas rigoureusement la position de la C.G.T. sur celle du P.C. Les syndicats sont trop troublés et trop divisés pour qu'il prenne ce risque, mais personnellement il partage le sentiment des autres dirigeants communistes, la désapprobation décriée mais répétée de l'intervention armée de l'U.R.S.S.

En 1967, à soixante-quatorze ans, on crée pour lui le poste de président. M. Georges Séguy le remplace comme secrétaire général, mais il continue per le voix et la plume d'orienter et de défendre la C.G.T. En 1968, il est à la tête de la délégation qui négocie les accords de Grenelle. Ce sera sa dernière participation active à la vie syndicale. Jusqu'à la veille de sa mort, il « présidera » tout à la fois la confédération et le comité central de son parti, dont il était le doyen.

Pendant un demi-siècle Benoît Frachon s'est ainsi identifié à l'organisation et à la vie du P.C., de la C.G.T.U., puis de la C.G.T. Pour y parvenir sans trébucher, en ayant toujours un pied dans la syndicalisme et un autre dans l'action politique, et sans être ni un doctrinaire ni un tribun, il faut de étonnantes qualités d'équilibre. « Vieux routier... Certainement le plus avisé des dirigeants communistes, son intelligence, sa fermeté qui dissimulait son apparence bonhomme, sa puissance de travail, son immense culture de synthèse, son avoient fait le véritable organisateur de la C.G.T. sans lequel elle ne serait jamais devenue ce qu'elle est aujourd'hui », a écrit l'un de ceux qui l'ont suivi plus combattu, M. Augusto Lecœur (1).

J. F.

(1) Le Partisan (Plammarion).

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

ADMINISTRATION AUTONOME DE LA ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE DE DAKAR

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

sur financement du gouvernement impérial de Ludron

ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE DE DAKAR

Dans le cadre de la réalisation de la zone franche industrielle de Dakar, la Société d'Aménagement et de Promotion de la Zone Franche, « SAPROZI », lance un appel d'offres d'entreprises pour la construction des infrastructures.

LOT 2 - TERRASSEMENT

Le dossier peut être retiré contre paiement d'une somme forfaitaire de 10.000 F C.F.A., à partir du 5 août 1975.

Les offres doivent être adressées sous pli cacheté à la SAPROZI jusqu'au 15 septembre 1975, date de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

LOT 3 et LOT 4 - VOIRIE ET ASSAINISSEMENT

Les dossiers seront disponibles le 20 août 1975 dans les mêmes conditions. Les offres devront être adressées à la Soprazi jusqu'au 30 septembre 1975.

Des appels d'offres seront également lancés prochainement par voie de presse pour les réseaux d'eau, d'électricité H.T., d'éclairage public, ainsi que pour la construction du centre directionnel de la zone franche.

RETRAIT DES DOSSIERS :

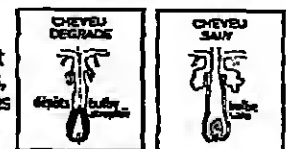
DAKAR	PARIS
SAPROZI	SETIMEG
km 18, route de Rufisque	157, av. Charles-de-Gaulle
embranchement S.I.E.S.	92521 Neuilly-sur-Seine
B.P. 110, Dakar (Sénégal)	

Cet avis modifie les publications antérieures.

SAPROZI - Société d'aménagement et de promotion de la zone franche industrielle de Dakar. B.P. 110, DAKAR - Tél. : 600-96 - Télex 288.

chute des cheveux

soins immédiats s'il en est encore temps chevelure additionnelle invisible, s'il est trop tard



Si vos cheveux sont gras, secs ou cassants, si vous avez des chutes abondantes ou même des démangeaisons, vite, réagissez par des soins appropriés.

Notre méthode exclusive a été mise au point avec succès pendant des années aux Etats-Unis.

La méthode exclusive de l'INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE-CAP se déroule en deux phases :

• correction de l'état des cheveux,

• stimulation de la repousse des éléments vivants.

Appelez-nous. Un entretien gratuit de 3/4 d'heure vous sera consacré.

L'INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE-CAP ne vous proposera une gamme de soins que dans le cas d'un maximum de chances de réussite.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE-CAP

* Presserages toutes marques

Un accueil souriant pour madame, pour monsieur, tous les jours de 11h à 20h et le samedi de 9h à 13h.

75008 PARIS-116 bis Champs-Élysées - 1, rue Lord Byron - (1) 225.59.49

13100 Aix-en-Provence - 1, rue Lapierre - (91) 26.37.01 / 49000 ANGERS - 6, av. Pasteur - (41) 88.57.03

63000 Clermont-Fd - 27, rue Blatin - (73) 93.18.34 / 21000 Dijon - 15, rue du Château - (80) 32.97.57

87000 Limoges - 6, rue Mirbeau - (58) 32.45.37 / 13001 Marseille - 54, rue de Rome - (91) 32.21.60

34000 Montpellier - 11, bd Sarraï - (67) 72.81.56 / 44000 Nantes - 11, rue Boileau - (40) 71.74.55

06000 Nice - 12, rue de France - (93) 87.11.18 / 35000 Rennes - 25, rue de la Monnaie - (99) 30.16.88

83100 Toulon - 2, rue d'Archevêque - (94) 92.60.54 / 37000 Tours - 22, rue Victor-Laloux - (47) 20.33.60

سكزا نالال

سكنا لالاحل

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Calme estival (Asst) - La quinzaine écoulée dans une semi-torporance qui peut...

LONDRES

Rapit Le moribond est très calme ce lundi matin. A l'ouverture, Le manque d'activité entraîne quelques baisses...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Chiffres d'affaires hors taxes du premier semestre ACIERIES ET TRÉFILERIES DE NEUVES-MAISONS - CEVALILLON...

Table of stock market data with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'Cours précéd.' for various companies and indices.

INDICES QUOTIDIENS

(INSER Base 100 : 31 déc. 1964) Valeurs françaises : 129,3 130 Valeurs étrangères : 122,3 123

BOURSE DE PARIS - 1er AOUT - COMPTANT

Table of daily stock market data for Paris, including columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'Cours précéd.'.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) ... 297 60 298 80

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data with columns for 'VALEURS', 'Précéd.', 'Premier cours', 'Dernier cours', and 'Compt. précédent'.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', and 'COURS 1/8'.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data with columns for 'MONNAIES ET OUVRES', 'COURS', and 'COURS 1/8'.

INGT DEUX ANS

hon est mort

Benoit Frachon... L'année dernière, le 12 août 1964, dans Paris libre le bureau de la C.G.T. reprend officiellement...

Benoit Frachon... L'année dernière, le 12 août 1964, dans Paris libre le bureau de la C.G.T. reprend officiellement...

Benoit Frachon... L'année dernière, le 12 août 1964, dans Paris libre le bureau de la C.G.T. reprend officiellement...

Benoit Frachon... L'année dernière, le 12 août 1964, dans Paris libre le bureau de la C.G.T. reprend officiellement...

Benoit Frachon... L'année dernière, le 12 août 1964, dans Paris libre le bureau de la C.G.T. reprend officiellement...

Benoit Frachon... L'année dernière, le 12 août 1964, dans Paris libre le bureau de la C.G.T. reprend officiellement...

